

DIASPORA

LES DÉPUTÉS SÉNÉGALAIS DE LA DIASPORA

ENTRE ESPOIRS TRAHIS ET INSTRUMENT DE LÉGITIMATION POLITIQUE



ENTRETIEN AVEC DR MOUHAMED BEN DIOP

“L’impact réel des députés de la diaspora n’est pas encore visible”

Face à une dette publique qui frôle l’alerte rouge et une gouvernance jugée vacillante, le Dr Mouhamed Ben Diop sonne l’alarme. Expert en stratégie et leader du parti Pass-Pass, il mêle analyse économique pointue et discours politique assumé. Dans cet entretien sans détour, il revient sur les erreurs de gestion, propose des solutions concrètes ,parfois radicales , et réaffirme sa vision pour un Sénégal souverain et rigoureux.

Pages 14 - 15



**Le président
et le Pm à la
rencontre des
sénégalais
de la diaspora
à Séville
et en Chine**

Pages 14 & 15





**DIASPORAS,
ENVOYEZ DE
L'ARGENT AU PAYS
D'ORIGINE AVEC**

ria Money Transfer

Diasporaactu.net
L'actualité sénégalaise et internationale

**Télécharger notre Application
Diaspora Actu**



DISPONIBLE SUR
Google Play

**L'info au rythme
de la Diaspora**



www.diasporaactu.net

Le site DIASPORA ACTU est la plate-forme de référence d'information 100% réelle, utile et au rythme de la DIASPORA



Associations loi du 1er juillet 1901
R.N.A : W353021902



[http://www.youtube.com/
@diasporaactutv8779](http://www.youtube.com/@diasporaactutv8779)

CONTACT



**MENSUEL
DIASPORA**

ENTRETIEN
La pension de retraite sera étendue aux émigrés, selon le Ministre Abass Fall

POURQUOI?
Awa DIONE, députée Europe du Sud

FOCUS
Les envois d'argent des sénégalais de la diaspora ...

et leur rôle dans le développement national

SPORTS
Le premier coach sénégalais de l'histoire à diriger un club de Ligue 1



Adresse : 14 rue Henri Queffelec
35170 Bruz (France)
Tél. +33 7 51 56 33 83
Email : asso.diaspora2.0@gmail.com
contact@diasporaactu.net

ÉDITO



Diaspora, forces vives d'un avenir partagé

Numéro après numéro, Diaspora s'enracine et s'élargit, à l'image de celles et ceux dont il porte le nom. Pour cette nouvelle parution, nous continuons de tracer les contours d'un monde en recomposition, en donnant la parole à ces femmes et hommes qui, entre les terres d'origine et d'accueil, construisent, rêvent, transmettent.

Loin des clichés figés ou des récits simplistes, la diaspora se révèle ici dans toute sa richesse : celle des trajectoires singulières, des engagements collectifs, des

Malick SAKHO

Directeur de la Publication

ponts qu'elle dresse entre les cultures, les générations et les continents. Elle n'est pas une entité figée, mais un mouvement, une force dynamique et profondément humaine.

Dans ce numéro, nous mettons en lumière des histoires d'initiatives, de résilience et de transmission. Des femmes qui entreprennent, des jeunes qui inventent de nouvelles formes de militance, des aînés qui racontent la mémoire d'un ailleurs devenu ressource. Il est question d'ancrage, de passage, de réinvention.

Diaspora, c'est ce lieu où se croisent des récits souvent invisibles mais ô combien essentiels à notre compréhension du monde. C'est un espace d'écoute, de réflexion et de construction. Un lien entre les générations, un miroir tendu aux identités multiples.

À vous, lectrices et lecteurs fidèles ou nouveaux, merci. Votre regard donne sens à notre démarche.

Ensemble, continuons à faire de Diaspora une voix libre, plurielle et engagée.

Car plus que jamais, la diaspora n'est pas en marge de l'histoire : elle en est une des forces motrices.

MAGAZINE
DIASPORA

MAGAZINE MENSUEL
D'INFORMATIONS
GÉNÉRALES SUR LA
DIASPORA SENEGALAISE

Directeur de la Publication

Malick SAKHO

Secrétaire de la Rédaction

Falilou THIANE

Rédacteur en chef

Ousmane THIANE

Correspondants

Aly SALEH, Ousmane THIANE (Sénégal),

Momar Dieng DIOP (Espagne),

Daouda THIAM (Mauritanie),

Assane SARR (Canada),

Magatte SIMAL (Italie)

Impression

PAYPERNEWS

Service photo

Cheikh Ibrahima KANE

Régie publicitaire

+33 (0)7 51 56 33 83

+221 77 678 12 05

Service Marketing & Commercial

Cheikhou NDIAYE

Dépôt légal

Juillet 2025

ISSN 3077 - 7852

Adresse : 14 Rue Henri Queffelec

35170 Bruz (France)

Contact rédaction : +33 (0)6 01 23 13 87

Email: asso.diaspora2.0@gmail.com

malicksakho52@gmail.com

Éditeur : Diaspora 2.0

Impression : Papernews

CRÉDIT DIASPORA



Adresse : Boulevard du
President Habib Bourguiba
N° 565 Dakar, Sénégal
Téléphone: 33 859 44 80
service-client@pamecas.sn

Grandir autrement avec Pamecas



8ème étage Immeuble
Seydi Djamil
Avenue Cheikh Anta Diop
x Rue Léo Frobenius
Fann Résidence
Dakar Sénégal
Téléphone :
(+221) 33 869 70 70
(+221) 33 869 70 70

Abonnement / SOUTIEN

M Mlle Mme Société

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : [][][][][]

Ville :

Téléphone :

Email :

Je souhaite

- Recevoir le journal en version numérique
 Recevoir le journal en version papier
 Ne pas recevoir le journal

Bulletin accompagné de votre règlement à :
14, rue Henri Queffelec - 35170 Bruz - France
ou email : asso.diaspora2.0@gmail.com

Chèques libellés à l'ordre de l'Association Diaspora 2.0
IBAN : FR7613606000564635042802011

Diasporaactu.net



Télécharger notre Application
Diaspora Actua

Diasporaactu.net
L'actualité sénégalaise et internationale



Les députés sénégalais de la diaspora

Entre espoirs trahis et instrument de légitimation politique



Le 20 mars 2016, le Sénégal adoptait par référendum une réforme constitutionnelle majeure comportant 15 points. Parmi eux, l'un des plus commentés, bien que passé sous les radars de nombreux citoyens, fut la création de sièges réservés aux Sénégalais de l'extérieur à l'Assemblée nationale. Une première dans l'histoire politique du pays. Officiellement, cette innovation visait à renforcer la représentativité démocratique de la diaspora, reconnue depuis longtemps comme une composante essentielle de la nation, aussi bien sur le plan économique que socioculturel. Quinze députés allaient ainsi être désignés pour porter la voix de plus de deux millions de Sénégalais établis à travers le monde. Près d'une décennie plus tard, le bilan interroge. Était-ce une avancée démocratique ou une manœuvre politicienne pour élargir les bases d'un pouvoir central en quête de légitimité internationale et électorale ? À quoi servent vraiment les députés de la diaspora ? Et surtout, servent-ils réellement ceux qu'ils sont censés représenter ?

Une reconnaissance légitime

Chaque année, les transferts financiers de la diaspora sénégalaise dépassent les 2 000 milliards de FCFA, soit près de 10 % du PIB. Ce soutien constant et structurant à l'économie nationale contraste pourtant avec l'attention politique qu'on lui accorde. Longtemps marginalisée dans les décisions nationales, la diaspora a vu dans la création de sièges dédiés à l'Assemblée nationale une reconnaissance légitime de son rôle. Enfin, disait-on, la voix des "Sénégalais de dehors" allait résonner sous la coupole de l'hémicycle. Mais cette promesse semble au-

jourd'hui avoir été largement trahie. En dehors de quelques initiatives individuelles, les députés de la diaspora brillent davantage par leur silence que par leur activisme parlementaire. Les attentes nées du référendum de 2016 sont restées, pour une large part, lettre morte.

L'un des principaux reproches formulés par les membres de la diaspora à l'égard de leurs députés tient à leur alignement systématique sur la ligne du parti ou de la coalition qui les a investis. À peine élus, nombre d'entre eux s'éloignent des réalités de terrain pour se fondre dans la majorité ou, parfois, l'opposition, oubliant qu'ils ont été désignés non pour défendre une ligne partisane, mais pour porter les préoccupations de leurs compatriotes vivant à l'étranger.

Un "réservoir d'appoint"

Les dossiers brûlants sont pourtant nombreux : difficultés d'obtention de documents consulaires, manque de soutien juridique ou social pour les sans-papiers, problème d'accès à la propriété foncière depuis l'étranger, obstacles administratifs pour investir au Sénégal, ou encore reconnaissance des diplômes étrangers. Autant de sujets qui restent trop souvent absents des débats parlementaires.

Certains observateurs vont plus loin : pour eux, ces sièges ne seraient qu'un "réservoir d'appoint" destiné à caser des militants méritants, souvent coupés des réalités de la diaspora elle-même. Une sorte de trophée politique distribué à des clientèles au sein des partis, sans considération réelle pour la compétence, la légitimité ou l'engagement au service des populations de l'extérieur.

Le maillage territorial

L'un des paradoxes majeurs du système actuel tient au mode de désignation des députés de la diaspora. Théoriquement élus au suffrage universel direct, ils doivent pourtant souvent leur investiture aux états-majors politiques basés à Dakar, qui sélectionnent les candidats en fonction d'équilibres internes, d'alliances et de fidélité partisane. Ce décalage entre la base et le sommet explique en partie la déconnexion que l'on constate une fois les mandats en cours.

Autre problème : le maillage territorial. Avec seulement 15 députés pour représenter une diaspora éparpillée sur tous les continents, certaines zones sont largement sous-représentées, voire ignorées. Comment espérer un suivi sérieux et constant des préoccupations des Sénégalais d'Italie, de France, des États-Unis, du Gabon ou du Koweït avec une telle disproportion ? L'illusion de la représentativité se heurte ici à une géographie complexe et à une logistique politique mal pensée.

La question mérite d'être posée avec lucidité. Faut-il maintenir des députés pour la diaspora ? Ou bien réinventer d'autres formes de représentation plus efficaces, plus souples, mieux ancrées dans les réalités du terrain ?

Certains experts plaident pour un modèle hybride, combinant représentation parlementaire et conseils consultatifs composés de représentants élus localement par les Sénégalais de l'extérieur, mais indépendants des partis politiques. D'autres suggèrent un recentrage des missions parlementaires des députés de la diaspora, assorti d'obligations de résultats et de comptes-rendus publics réguliers. Une forme de "redevabilité transnationale", en

somme.

Une farce démocratique

La diaspora sénégalaise n'est ni un bloc homogène, ni un électorat captif. Elle est plurielle, exigeante, et de plus en plus politisée. À ce titre, elle mérite mieux que des promesses électorales éphémères ou des représentants absents. Elle mérite des députés qui connaissent la réalité quotidienne de l'émigration, qui comprennent les dynamiques spécifiques de l'expatriation, et qui savent traduire ces réalités en propositions concrètes à l'Assemblée nationale.

En définitive, l'idée d'avoir des députés pour la diaspora n'est pas mauvaise en soi. Mais le système actuel, fondé sur des logiques politiciennes, dénature totalement le sens initial de cette avancée institutionnelle. Si rien ne change, le risque est grand que ces sièges ne soient perçus comme une farce démocratique, une coquille vide, voire un affront silencieux aux espoirs légitimes de millions de citoyens sénégalais établis à l'étranger.

Les députés de la diaspora étaient censés incarner une nouvelle ère de la démocratie sénégalaise, ouverte, inclusive, mondialisée. En l'état, ils peinent à convaincre. Non pas faute de légitimité, mais faute d'une vision politique sincère et cohérente qui les dépasse.

Il ne tient qu'aux futurs législateurs, aux citoyens engagés de la diaspora, et à l'ensemble des forces politiques de transformer ce mécanisme en véritable levier démocratique. Faute de quoi, il restera ce qu'il est devenu aujourd'hui pour beaucoup : une trouvaille constitutionnelle pour caser des amis.

Malick Sakho

Des sénégalais de la diaspora donnent leur point de vue sur les députés

Les résultats des élections législatives du 17 novembre 2024 ont permis de désigner les nouveaux membres de l'Assemblée nationale sénégalaise pour sa 15^{ème} législature. Parmi les 165 députés élus, 15 sont issus de la diaspora. Après quelques mois, des sénégalais de l'étranger vivant dans quatre zones géographiques différentes (Europe, Amérique du Nord, Afrique, et Moyen-Orient) ont donné leurs impressions sur l'utilité ou non des députés de la diaspora au Sénégal :

Fatou Ndiaye, entrepreneure à Montreuil (France) :

« La création des députés de la diaspora est une avancée importante sur le papier. Mais dans la pratique, je ne vois pas leur impact concret sur nos réalités ici. On a toujours les mêmes problèmes d'intégration, de régularisation, de transfert de fonds coûteux, etc. Ils devraient avoir plus de visibilité, organiser des consultations régulières et défendre activement nos droits. Sinon, cela reste symbolique. »

Moussa Fall, étudiant en master à l'UQAM (Canada) :

« C'est une bonne idée en théorie. Mais je pense qu'il faut repenser leur rôle. Les besoins de la diaspora ici sont très spécifiques, liés à l'éducation, à la reconnaissance des diplômes, à l'accès aux services consulaires... Les députés doivent aller au-delà du discours et réellement porter nos préoccupations au Parlement sénégalais. Pour le moment, je ne sens pas leur présence. »

Aïcha Diop, travailleuse domestique (Casablanca) :

« Moi je n'ai jamais vu un député de la diaspora venir ici nous parler. On vit des situations très difficiles, souvent dans l'illégalité. Il faut qu'on nous défende, qu'on nous écoute. Si ces députés ne font pas ce travail, alors à quoi servent-ils ? Il faut des députés de proximité, qui viennent sur le terrain. »

Cheikh Ahmed Sarr, ouvrier dans une entreprise de BTP (Djeddah) :

« Les conditions de vie des Sénégalais ici sont dures. Nos droits ne sont pas toujours respectés. Si les députés de la diaspora peuvent porter nos doléances auprès de l'État, c'est utile. Mais encore faut-il qu'ils communiquent avec nous ! Beaucoup ici ignorent même qui est leur député. Il y a un vrai problème de communication et de suivi. »

Babacar Mbaye, chauffeur VTC (Milan) :

« Franchement, je ne sais même pas qui est notre député ici. On est nombreux à Milan, on a des problèmes concrets : papiers, logement, travail, sans parler des discriminations. Un député devrait être notre porte-voix, mais je ne les ai

jamais vus organiser une rencontre. C'est un poste trop lointain de notre quotidien. »

Mariama Sow, aide-soignante (Barcelone) :

« Les députés de la diaspora peuvent jouer un rôle utile, surtout pour régulariser certaines situations ou relayer nos besoins en matière de santé ou d'emploi. Mais leur travail reste invisible. S'ils ne viennent pas vers nous, c'est comme s'ils n'existaient pas. Il faudrait des permanences locales et un vrai lien avec les consulats. »

Ibrahima Gueye, consultant en informatique (New York) :

« Ici, la communauté sénégalaise est très active. On attendait beaucoup des députés, mais on est déçus. On ne ressent pas d'impact concret. Pourquoi ne pas organiser un forum annuel de la diaspora avec eux ? Il faut qu'ils prennent leur rôle au sérieux. Sinon, ce n'est que du marketing politique. »

Khady Cissé, commerçante (Nouakchott) :

« Les Sénégalais en Mauritanie ont des problèmes très spécifiques. On souffre souvent de marginalisation. Un député qui connaît bien notre réalité pourrait nous défendre. Mais on a l'impression que le poste est purement politique, sans résultats visibles. On a besoin de plus de contacts, de soutien, pas seulement de discours. »

Amadou Kane, ingénieur en génie civil (Berlin) :

« Le rôle des députés devrait être stratégique : faciliter les investissements de la diaspora, défendre nos projets, être des relais entre nous et le gouvernement. Mais ce rôle n'est pas du tout assumé. Ils ne consultent pas assez la base. Il faut un vrai plan de travail avec la communauté. »

Ndeye Arame Gaye, coiffeuse (Abidjan) :

« Ici, on est nombreux et dynamiques. On participe à l'économie du pays et du

Sénégal. Les députés devraient nous accompagner dans nos projets, écouter nos besoins. On a besoin de soutien pour les femmes, pour les jeunes. Mais honnêtement, je ne sais pas ce que les députés ont fait pour nous jusqu'à présent. »

Thierno Lô, doctorant en sciences politiques (Bruxelles) :

« Il y a un décalage entre ce que les députés sont censés faire et ce qu'ils font réellement. Il manque une structure d'écoute. Pourquoi ne pas instaurer une plateforme numérique par pays pour que les membres de la diaspora puissent faire remonter leurs préoccupations en temps réel ? Ce serait plus moderne et efficace. »

Assane Dia, agent de sécurité (Dubai) :

« On entend parler des députés à Dakar, mais ici, on est invisibles. Aucun suivi, aucun contact. Pourtant, les Sénégalais dans le Golfe souffrent beaucoup. On a besoin d'un député proche, qui connaît la réalité migratoire et qui agit. Sinon, ça ne sert à rien d'avoir un député. »

À travers ces témoignages, on voit que les députés de la diaspora sont perçus comme une initiative positive mais encore peu efficace, car souvent éloignés des préoccupations concrètes des sénégalais vivant à l'étranger. La demande est forte pour plus de proximité, de visibilité, et d'actions concrètes sur le terrain.

Seynabou Thiam, (Genève)

« En tant que professionnelle du droit vivant à Genève, je trouve regrettable que les députés de la diaspora n'aient pas encore institué de mécanismes réguliers de consultation citoyenne. Dans une démocratie moderne, la légitimité passe par l'écoute et l'interaction. Nous avons ici une communauté sénégalaise active, éduquée, impliquée. Il est temps que nos représentants s'inspirent des pratiques parlementaires participatives existantes dans nos pays d'accueil. »

La rédaction

La liste des 15 députés sénégalais de la diaspora

Afrique australe :

Lamine Faye

Afrique de l'Ouest :

Daouda Ndiaye, Ndèye

Ndiaye, Alassane Niang

Afrique du Centre :

Barane Fofana, Sokhna Ba

Afrique du Nord :

Amadou Lamine Diouf

Europe de l'Ouest :

Abdoul Khadyr Sonko,

Fatou Diop, Cissé, Samba Diouf

Europe du Sud :

Amadou Diallo, Awa Dione,

Fodé Mané

Amérique - Océanie :

Aïcha Touré

Asie - Moyen-Orient :

Younoussa Cissokho

A SAVOIR

Ailleurs dans le monde

Dans plusieurs pays, la représentation politique de la diaspora est une réalité concrète, structurée et active. Ces expériences étrangères offrent des modèles inspirants pour repenser l'efficacité du rôle des députés sénégalais de l'étranger. En France, 11 députés des Français établis hors de France siègent depuis 2012 à l'Assemblée nationale. Élus dans des circonscriptions géographiques couvrant le monde entier, ils participent pleinement au travail parlementaire. Leur action se traduit par des permanences régulières dans les consulats, une forte présence en ligne, et des échanges constants avec les associations françaises à l'étranger. Le lien est permanent, le dialogue est organisé.

L'Italie est pionnière en la matière. Depuis 2001, elle réserve 12 sièges (8 députés, 4 sénateurs) aux Italiens de la diaspora, regroupés en quatre grandes zones : Europe, Amérique du Sud, Amérique du Nord et Afrique-Asie-Océanie. Ces parlementaires disposent du même poids politique que leurs collègues de l'intérieur. Leurs missions incluent le suivi des politiques migratoires, la facilitation de l'investissement de la diaspora et la défense de la citoyenneté italienne à l'étranger. En Tunisie, 18 députés sont élus par les Tunisiens de l'étranger. Le pays a fait le choix d'accorder une place politique forte à sa diaspora, en reconnaissant son rôle économique et social. Ces députés ont un impact réel dans les débats sur les réformes électorales, les conditions de retour, et les droits sociaux des migrants. Le Cap-Vert, petit pays à forte diaspora, a également intégré cette dimension. 6 sièges de l'Assemblée nationale sont réservés à ses citoyens établis en Europe, en Afrique et en Amérique. Ces députés travaillent étroitement avec les représentations consulaires, les ONG et les diasporas économiques, notamment dans le cadre de projets de développement locaux.

Le Portugal, quant à lui, consacre 4 sièges parlementaires à sa diaspora. L'action de ces députés s'articule autour de la promotion de la langue portugaise à l'étranger, du soutien scolaire, de la simplification des démarches administratives et du lien culturel. Ils sont également moteurs dans les initiatives de co-développement. Ces exemples montrent que, là où la diaspora est bien représentée, les députés de l'étranger jouent un rôle essentiel, contribuant à faire de la diaspora un levier puissant de démocratie et de développement.

Falilou Thiane

Dr. Mabouba Diagne plaide pour une action mondiale contre la faim



Pour la première fois, le Sénégal a pris la tête d'une session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

Pour la première fois, le Sénégal a pris la tête d'une session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

C'est le ministre sénégalais de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Élevage, Dr Mabouba Diagne, qui a été élu président de cette 44e session, tenue à Rome, coïncidant avec les 80 ans de l'ONU et de la FAO.

Lors de l'ouverture officielle, Dr Diagne a transmis les salutations du président Bassirou Diomaye Diakhar Faye aux délégations présentes.

Il a appelé à une mobilisation mondiale contre la faim, la malnutrition et le changement climatique, en lançant un message fort : « We can do it together, let's do it together! »

Le thème principal de cette session « Promouvoir l'innovation au service de la sécurité alimentaire » a été au centre de son discours. Le ministre a souligné l'importance de la science, de la technologie et de la coopération pour créer des systèmes agricoles plus solides, durables et équitables, notamment face aux défis du climat, des conflits et des inégalités.

Dr Mabouba Diagne a également mis en avant les réformes engagées par le Sénégal à travers sa « Vision 2050 », notamment la reconnaissance des métiers agricoles, l'inclusion des femmes et des jeunes, et la valorisation de l'in-

vestissement rural. Il a salué les efforts de l'Afrique dans le cadre de la Déclaration de Kampala, ainsi que les progrès de pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil.

Mais il a aussi tiré la sonnette d'alarme: selon la FAO, plus de 295 millions de personnes dans 53 pays souffrent d'insécurité alimentaire aiguë.

À cinq ans de l'échéance des Objectifs de Développement Durable (ODD), il a exhorté la communauté internationale à accélérer les efforts pour un monde sans faim.

Par cette présidence, le Sénégal se positionne comme un acteur de premier plan dans la lutte mondiale pour une souveraineté alimentaire équitable et durable.

Rts

Le Président Diomaye Faye veut promouvoir des partenariats solides et bénéfiques pour l'avenir du Sénégal

En marge de sa rencontre officielle à la Maison Blanche, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Faye, a tenu plusieurs audiences stratégiques à Washington.

Il s'est entretenu avec une délégation de haut niveau de Boeing, conduite par Monsieur Michael Schnabel, Vice-président Exécutif en charge des opérations internationales.

Partenariat avec Air Sénégal

Les échanges ont porté sur le renforcement du partenariat avec Air Sénégal, notamment à travers l'acquisition d'avions performants, le développement des capacités locales, et la création d'emplois qualifiés dans le secteur aéronautique sénégalais.

Millennium Challenge Corporation

Le Président Diomaye a également rencontré les dirigeants du Millennium Challenge Corporation (MCC) pour évoquer les perspectives de coopération renforcée dans les projets de développement économique structurants en cours et à venir au Sénégal.

Cadres sénégalais (FMI et BM)

Enfin, il a eu le plaisir d'échanger avec des cadres sénégalais occupant de hautes fonctions au sein du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale, sur les enjeux économiques et les opportunités de croissance durable pour notre pays. Ces échanges fructueux témoignent de l'engagement ferme du Président Diomaye à promouvoir activement des partenariats solides et bénéfiques pour l'avenir du Sénégal.

Participation au Sommet Mining On Top Africa (MOTA 2025)

«J'ai eu l'honneur de représenter le Sénégal et la SOMISEN SA à la septième édition du Sommet Mining On Top Africa, tenue à Paris, autour du thème : le développement du contenu local et la structuration des chaînes d'approvisionnement dans le secteur minier.

Ce fut l'occasion de partager avec les partenaires africains et internationaux les projets structurants portés par la SOMISEN, en particulier la création d'un Comptoir national et d'une raffinerie d'or, en partenariat avec le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS).

Par ailleurs, j'ai exposé les orientations majeures de la nouvelle politique minière du Sénégal, inscrite dans la Vision Sénégal 2050 portée par Son Excellence le Président Bassirou Diomaye Diakhar FAYE. Cette vision stratégique vise à promouvoir la transformation locale des ressources, à structurer des chaînes de valeur intégrées et à asseoir une souveraineté économique fondée sur l'exploitation responsable de notre potentiel minier», lit-on sur la page facebook de Maître Ngagne Demba Touré





SPACE

**LE RENDEZ-VOUS MONDIAL
DE TOUS LES ÉLEVAGES**

PLONGEZ AU CŒUR
DE L'INNOVATION EN ÉLEVAGE
AVEC LES 30 ANS D'INNOV'SPACE



**16-17-18
SEPT. 2025**

RENNES - FRANCE



space.fr
#SPACE2025
@SPACERennes

DAMEL MEÏSSA FALL DE LA DIASPORA À L'ARÈNE POLITIQUE

Itinéraire d'un homme de terrain et de convictions

Dans l'univers politique sénégalais, où les trajectoires sont souvent balisées par des filiations politiques, des alliances de circonstance ou des héritages familiaux, Damel Meïssa Fall détonne. Ni héritier d'un parti, ni produit d'un appareil d'État, il avance à contre-courant, porté par une construction personnelle lente, exigeante et résolument ancrée dans la diaspora. Son parcours ne doit rien au hasard. Il est le fruit d'un engagement de longue haleine, nourri par l'expérience, la connaissance et une foi constante dans l'action citoyenne.



Tout commence à Thiès, dans les murs du prestigieux lycée Malick Sy. Là, Damel forge ses premières armes, attiré très tôt par les sciences humaines et les réalités sociales du territoire. Il se passionne pour la géographie, avec une attention particulière pour l'urbanisation et l'aménagement. Très vite, le besoin de comprendre les dynamiques urbaines dans leur complexité le pousse à élargir ses horizons.

Il prend la direction de la France, où il poursuit ses études à Lyon, à l'Université Lumière Lyon 2. Il y obtient une licence puis une maîtrise, avant de rejoindre l'Institut Français d'Urbanisme (Université Paris VIII), où il décroche un DESS en urbanisme et aménagement, option expertise internationale. Un parcours solide, cohérent, sans esbroufe. Le titre de son mémoire, centré sur la gestion des services urbains à Thiès, en dit long sur son attachement aux réalités locales. La suite se passe à la Sorbonne (Paris I), où il prépare un DEA en géographie du développement, cette fois sur la mise en œuvre de la décentralisation à Thiès. Pas de théorie pour la théorie, mais toujours le souci de relier les concepts à la pra-

tique, les idées au terrain.

À l'issue de ce parcours académique dense, il ne choisit ni les couloirs de l'administration, ni les cabinets ministériels. Il s'engage dans l'enseignement, d'abord dans un institut psychothérapeutique du Val-de-Marne, le Cèdre Bleu. Une expérience à mille lieues des projecteurs politiques, mais qui affine chez lui une sensibilité forte aux vulnérabilités sociales, à ce que les parcours de vie disent des inégalités structurelles.

Une maison d'édition indépendante

Il poursuit ensuite dans le conseil, avec dix années passées à accompagner des projets d'urbanisme et d'ingénierie sociale, entre la France et le Sénégal. Là encore, c'est l'approche du terrain qui prime. Damel ne se contente pas de penser les villes, il les écoute, les traverse, les interroge. Il travaille avec les populations, s'imprègne des réalités locales, loin de toute posture surplombante.

Parallèlement à ses activités professionnelles, Damel Meïssa Fall écrit. En 2007, il fonde les Éditions Ceddo, une maison d'édition indépendante qui de-

viendra un lieu d'expression pour de jeunes auteurs africains. À travers ses propres ouvrages *Le Journal de l'Afrique en France*, *Silence*, on dénonce, Au nom des miens, *Amours païennes*, il explore la condition diasporique, l'exil, la représentation de l'Afrique dans les imaginaires européens.

Mais ces livres ne sont ni des cris de colère ni des thèses à charge. C'est une écriture du détail, de la retenue parfois, mais toujours habitée. Il y a chez lui une façon de mettre en lumière les failles sans tomber dans le ressentiment, de dénoncer sans caricaturer. Une plume claire, lucide, nourrie par l'expérience vécue.

L'engagement politique arrive progressivement. D'abord dans la diaspora, auprès des sans-papiers, avec la création de collectifs citoyens comme RAFALE ou l'Observatoire Images & Représentations. Il organise des rencontres, alimente des débats, questionne les représentations. Puis, en 2011, il franchit le pas de la candidature. Depuis Milan, il lance Sunu Ntangué Rew (*"Notre pays prospère"*), un mouvement citoyen né dans la diaspora italienne.

À la veille de la présidentielle de 2012, il annonce sa candidature avant de se retirer stratégiquement au profit de Macky Sall, qu'il soutiendra activement. Une manière pour lui de privilégier la cohérence politique à l'ambition personnelle. Dans la foulée de l'alternance, il est nommé chargé des affaires extérieures de la coalition, puis conseiller spécial du Premier ministre. Il devient alors, aux yeux de beaucoup, un des visages crédibles de la diaspora politique sénégalaise.

En 2014, il lance la campagne *"Restaurons la dignité"*. Une campagne sobre, sans folklore ni slogans tapageurs. Le ton est donné : Damel Meïssa Fall refuse les raccourcis. Ni ethnicisme, ni clientélisme, ni jeux d'allégeance. Juste une ligne claire : le respect du citoyen, la transparence, l'éthique.

En 2017, il se présente aux élections législatives à la tête de la liste indépendante *"La Vraie Rupture"*. Malgré l'absence de soutien des grandes coalitions, il recueille plus de 12 000 voix. Un score plus qu'honorable, salué pour son audace et sa rigueur. Là où d'autres cherchent l'adhésion par le bruit, il tente la persuasion par la clarté. Ses propositions sont concrètes : création d'une banque de la diaspora, réforme du système électoral, promotion des mécanismes de participation citoyenne. Durant la crise du Covid-19, il prend part aux actions de sensibilisation, avec une parole posée, loin des polémiques, fidèle à une logique de responsabilité collective.

Une voix crédible

À la tête de Sunu Ntangué Rew, Damel Meïssa Fall continue de creuser son sillon, sans renier sa méthode : patience, rigueur, constance. Il ne cherche pas à incarner un messie politique, mais une voix crédible dans un champ souvent saturé de promesses sans lendemain. Dans un Sénégal traversé par les incertitudes, où les repères vacillent, il propose un cap. Une politique débarrassée de la mise en scène, recentrée sur le service du bien commun.

Son parcours, de Thiès à Paris, de Milan à Dakar, n'a rien d'un itinéraire classique. C'est celui d'un homme qui n'a jamais cessé de croire que la diaspora pouvait contribuer autrement, en pensée comme en action, à la transformation du pays.

Damel Meïssa Fall n'est pas un homme qu'on propulse. Il est de ceux qui prennent leur place, lentement mais sûrement, par la cohérence de leur engagement et la clarté de leur démarche. Dans un système politique qui cherche parfois plus à séduire qu'à servir, il fait entendre une autre musique. Plus grave, plus posée, mais profondément nécessaire.

Malick Sakho



Pastef Bretagne rallume la flamme de l'engagement citoyen



C'était un dimanche un peu pluvieux au départ, un de ces matins bretons où l'on hésite à sortir le parapluie ou à faire confiance au ciel. Mais vers la mi-journée, la météo a choisi la clémence. La pluie a laissé place à une douce accalmie, et les visages se sont ouverts, comme le temps. Il n'en fallait pas plus pour que le parc des Gayeulles s'anime d'une chaleur toute particulière, celle des retrouvailles et de l'engagement.

Comme à son habitude, la section Pastef Bretagne avait donné rendez-vous à la communauté sénégalaise pour son barbecue annuel. Hommes, femmes, enfants, jeunes et anciens : tous ont afflué, certains avec des paniers remplis de victuailles, d'autres simplement avec le sourire et l'envie de partager.

Si l'on venait d'abord pour se détendre et profiter d'un moment convivial, l'événement a rapidement pris une tournure plus profonde. À tour de rôle, les participants ont été invités à se présenter. L'exercice, modeste en apparence, a ouvert une fenêtre saisissante sur la richesse humaine de la diaspora sénégalaise en Bretagne.

Chercheurs, ingénieurs, chefs d'entreprise, fonctionnaires, enseignants, étudiants en fin de cycle... Des profils solides, engagés, souvent discrets mais porteurs d'une ambition commune : celle de contribuer, d'une manière ou d'une autre, au développement du Sénégal. Une diaspora instruite, lucide, et pleine d'idées concrètes pour un avenir meilleur.

Dans les allées du parc, pendant que les enfants couraient sous les arbres et que les plus jeunes s'initiaient au foot-

ball sur l'herbe humide, les discussions allaient bon train. Autour du feu, on échangeait sur la situation politique, sur les opportunités de retour, sur les défis de l'intégration, mais aussi sur les souvenirs du pays, la nostalgie et les projets à venir.

Lier l'utile à l'agréable : c'est peut-être là que réside la vraie réussite de cet événement. Un espace de liberté, de bienveillance, mais aussi de réflexion et de projection.

Le coordonnateur de Pastef Bretagne, Monsieur Djibril Dieng, n'a pas dissimulé sa fierté. Pour lui, ce barbecue n'était pas un simple moment de détente, mais une démonstration de ce que peut être une diaspora organisée et consciente de sa valeur.

«Aujourd'hui, on a vu ce que vaut cette communauté : une crème d'intellectuels, d'acteurs engagés, d'esprits

constructifs. Le Sénégal ne peut pas se priver de cette ressource humaine,» a-t-il déclaré, sous les applaudissements. Il a rappelé que Pastef, bien au-delà de son rôle politique, se veut un espace de construction, de solidarité et d'élévation. «Nous sommes ici pour créer du lien, structurer les énergies, et montrer que même à des milliers de kilomètres, notre engagement reste intact.»

En conclusion, cette journée pluvieuse devenue lumineuse aura été le reflet parfait de l'état d'esprit des participants : résilients, patients, mais porteurs d'un espoir tenace. À Rennes, ce dimanche, on n'a pas seulement grillé des brochettes. On a ravivé une flamme. Celle d'une diaspora prête à jouer sa partition, avec sérieux, enthousiasme et humilité.

Malick Sakho

L'Assemblée nationale adopte son règlement intérieur à l'unanimité



Barthélemy Dias appelle la diaspora à s'engager pour un nouveau Sénégal



En lançant le mouvement « Sénégal Bii Nu Bokk » le 28 mai 2025, Barthélemy Dias a voulu marquer une rupture et ouvrir une nouvelle voie. Une voie qui, selon lui, ne peut être tracée sans la participation active des Sénégalais de la diaspora.

Dans un message clair, il a tendu la main à ceux qui vivent à l'étranger : « La diaspora est une force. Elle doit être actrice, pas spectatrice. » Conscient de l'attachement profond des expatriés à leur pays, il les invite à s'impliquer dans la construction d'un Sénégal plus juste, plus inclusif.

Depuis plusieurs villes d'Europe, des groupes de soutien commencent à s'organiser. Pour Barthélemy Dias, la diaspora n'est pas un atout de circonstance : c'est un pilier essentiel pour relever les défis économiques, sociaux et démocratiques à venir.

en attendant le lancement officiel du mouvement prévu avant la fin de l'année, la diaspora s'organise de fort belle manière.

Malick Sakho

Les députés ont massivement approuvé la proposition de loi N°10/2025 portant révision du règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Le texte, salué pour ses innovations, a recueilli 138 voix sur 139 parlementaires présents, marquant un consensus rare autour de cette réforme.

Un contrôle parlementaire plus efficace et transparent

Au cœur de cette réforme figure le renforcement des outils de contrôle et de transparence, avec des avancées notables :

- Commission d'enquête parlementaire : Les procédures de sa mise en place sont désormais clarifiées, et ses pouvoirs d'investigation élargis. L'Assemblée pourra contraindre des témoins à comparaître, et les débats pourront être retransmis publiquement. En cas d'infractions constatées, la Commission pourra saisir directement le procureur de la République.

- Création d'un Comité permanent d'évaluation des politiques publiques : Cet organe inédit, inspiré des meilleures pratiques internationales, permettra un suivi rigoureux et continu de l'action gouvernementale.

- Une chaîne parlementaire : Pour la première fois, une télévision dédiée

aux travaux de l'Assemblée sera lancée, renforçant la transparence et la confiance des citoyens dans l'institution.

Autres innovations majeures

Le nouveau règlement intérieur introduit également :

- Une procédure clarifiée pour l'élection et le remplacement du président de l'Assemblée nationale.

- L'élargissement des Commissions permanentes, passant de 30 à 35 membres (sauf exceptions).

- Un rôle accru pour la Conférence des Présidents, qui gagnera en pouvoir de coordination.

- Une procédure plus transparente pour la levée de l'immunité parlementaire.

Une modernisation saluée

Cette réforme, qualifiée d'historique par plusieurs députés, s'inscrit dans une volonté de moderniser le fonctionnement parlementaire et de rapprocher l'institution des citoyens. Avec des mécanismes renforcés de contrôle, d'évaluation et de transparence, l'Assemblée nationale se dote désormais d'outils à la hauteur des standards démocratiques les plus exigeants. Une étape majeure pour une démocratie plus efficace, responsable et ouverte.

Casa Sankara redonne un sens au mot dignité



Sur les terres arides mais fertiles des Pouilles, au cœur d'une région agricole aussi prospère qu'injuste, un projet porté par un migrant sénégalais transforme des vies. Son nom : Casa Sankara. Sa mission : sortir les travailleurs saisonniers de l'exploitation, et leur offrir un cadre de vie digne. Son fondateur : Mbaye Ndiaye, lui-même ancien vendeur ambulant, devenu acteur de changement.

Située dans la région des Pouilles, au sud-est de l'Italie, Foggia est connue pour ses vastes plaines céréalières et ses cultures maraîchères, en particulier les tomates. C'est l'un des greniers agricoles du pays. Mais derrière ce paysage de carte postale se cachent des réalités bien plus sombres : travail au noir, logements insalubres, réseaux de "caporalato" (intermédiaires illégaux) qui exploitent une main-d'œuvre migrante venue principalement d'Afrique subsaharienne.

Chaque été, des milliers de saisonniers y vivent dans des camps informels, sans eau ni électricité. C'est dans ce contexte que naît, en 2013, Casa Sankara.

Mbaye Ndiaye, arrivé légalement en Italie, est confronté à la perte de son titre de séjour. Arnaqué en tentant de le récupérer, il se retrouve à vendre des montres dans les marchés. Puis il découvre l'enfer des ghettos agricoles. Choqué, il décide de ne pas s'y résigner.

En 2013, il fonde l'association Ghetto Out – Casa Sankara, dans un ancien domaine agricole à San Severo, près de Foggia. En 2016, la Région des Pouilles leur cède 16 hectares de terres publiques, devenues le cœur d'un projet de vie collectif, structuré, autonome.

À Casa Sankara, on cultive des tomates, mais aussi l'autonomie. Près de 500 personnes y vivent aujourd'hui, dans des logements modulaires instal-

lés depuis 2019. Ils participent à la vie du lieu, suivent des formations, et surtout, travaillent légalement. Grâce à la coopérative agricole mise en place, plusieurs d'entre eux obtiennent leur régularisation en Italie.

La production est vendue sous la marque Riaccolto – La terra della li-

bertà, avec un circuit de distribution éthique. Ce nom porte un message clair : ici, on récolte aussi la dignité, la coopération et la légalité.

Casa Sankara n'est pas une ONG classique. C'est une communauté où l'on vit, travaille, apprend, discute. Des cours d'italien, des activités cultu-



Mbaye Ndiaye, fondateur de Casa Sankara

relles, des débats sont organisés régulièrement.

Le projet repose sur un principe fondamental : la responsabilité partagée. Chacun est acteur, pas seulement bénéficiaire.

Avec le soutien d'acteurs comme Yara Italia, Coldiretti, ou encore la Coop, la structure gagne en visibilité.

Des reportages lui sont consacrés dans L'Espresso, BusinessPeople, ou même dans des rapports européens sur les migrations et l'agriculture durable.

Mbaye Ndiaye sait que son projet reste fragile. Il dépend encore de financements publics et privés. Il dérange parfois, dans une région où la mafia agricole reste influente. Mais il tient bon. Car derrière chaque contrat signé, chaque saisonnier régularisé, chaque barquette de tomate vendue, il y a une victoire sur l'oubli.

Casa Sankara, du nom du président burkinabè Thomas Sankara, est plus qu'un symbole. C'est une démonstration : que même dans une région connue pour ses ghettos, il est possible d'offrir un toit, un travail, une reconnaissance à celles et ceux que l'Europe préfère souvent ignorer.

Sur les terres de Foggia, la terre nourrit. Mais elle peut aussi asservir. Grâce à Casa Sankara, elle devient un espace de reconstruction, un levier d'émancipation. Loin des discours abstraits sur l'intégration, Mbaye Ndiaye rappelle, par l'exemple, qu'il suffit parfois d'un lieu pour tout changer.

Malick Sakho

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



Organisation internationale de
la Francophonie

19-21 avenue Bosquet
75007 Paris (France)

Téléphone
(33)1443733 00



Italie : Nouveau décret flux migratoires, un appel du pied aux jeunes diplômés sénégalais



Les ministères du Travail, de l'Intérieur, du Tourisme et de l'Agriculture ont bouclé le projet de décret en réponse aux demandes des organisations syndicales et patronales.

Les négociations finales sur les quotas et les débats parlementaires relatifs au nouveau décret triennal sur les migrations pour les années 2026-27-28 pourraient être adoptés dès ce lundi en Conseil des ministres.

Le gouvernement italien de Giorgia Meloni est prêt à signer dans les plus brefs délais un nouveau décret triennal sur les flux migratoires qui autoriserait l'entrée en Italie de plus d'un demi-million de travailleurs immigrés non européens, saisonniers et permanents. Le projet transversal de décret est en phase finale. Un travail partagé entre les ministères du Travail, du Tourisme et de l'Agriculture. L'adoption de ce projet triennal 2026-27-28 sur les migrations est imminente. Elle est projetée durant les prochains conseil des ministres ou avant les prochaines vacances d'été.

Il ne s'agit pas d'une amnistie pour les immigrés en situation irrégulière ou de clandestinité, expliquent des sources gouvernementales mais plutôt d'une réponse à une demande d'emploi très

forte des entreprises italiennes. Le chiffre exact du nouveau décret sur les flux est considéré comme très significatif par les ministres impliqués qui coopèrent sur ce dossier. « Il dépasserait le demi-million de personnes, travailleurs saisonniers compris » Le ministère du Travail avait d'ailleurs initialement proposé d'aligner les flux sur les chiffres effectivement annoncés les années précédentes, sur la base des données de l'INPS. (l'Institut National de Prévoyance Sociale)

L'Italie a ouvert également de nouvelles négociations avec des pays africains cibles du Plan Mattei. Le plan Mattei, cette nouvelle vision italienne de la coopération entend lutter par le financement de projets de développement structurant contre la migration irrégulière par la création de main-d'œuvres locales, l'extension des entreprises italiennes et du «Made in Italy». Un concept de politique économique qui rapproche d'avantage l'Afrique de l'Italie

L'appel au Sénégal

Les nouvelles autorités sénégalaises qui, dans une démarche bilatérale démontrent effectivement aux partenaires européens leur engagement de lutter contre les migrations irrégulières. Le Sénégal a réussi à faire émigrer légalement un nombre important de nos compatriotes vers l'Espagne sur la base de contrats saisonniers issus des accords entre les deux pays. Cette nouvelle politique de la migration circulaire devrait orienter également le Sénégal vers la signature de convention (réadmission) avec l'Italie, destination européenne privilégiée des jeunes sénégalais

Le Sénégal dispose en Italie de ressources humaines suffisantes et compétentes pour lui faciliter des négociations dans ce sens. Au-delà d'une représentativité diplomatique et consulaires de qualité, les sénégalais sont bien intégrés dans le milieu syndical et politique italiens.

Deux de nos compatriotes, Selly Kane

et Ibrahima Niane pour ne citer que ces deux personnalités très intègres dirigent les plus grands bureaux nationaux et régionaux du travail.

Dans toutes les régions italiennes et dans les collectivités territoriales les associations religieuses et syndicales sont représentatives grâce à des locomotives sénégalaises.

De la région toscane à la Sicile en passant par la région campagne, de Bolzano à Frioul-Vénétie-Julienne à la Lombardie en passant par la Vénétie, les sénégalais sont à la tête des organisations et regroupements des émigrés résidents en Italie.

Cet' approche du Sénégal vers l'Italie éviterait aux jeunes candidats à l'émigrations et aux familles de tomber dans les pièges des « rabatteurs » et « intermédiaires » qui favorisent l'immigration clandestine

Cependant, nous ne devons pas continuer à penser que la matière grise est sénégalaise. La nouvelle génération est en train de nous démontrer tous les joues avec d'autres nationalités dans d'autres secteurs que la diplomatie économique est une question de représentativité et de travail collectif

Vivement une révision des textes et une approche plus dynamique entre le Sénégal et l'Italie.

Grâce à la coopération bilatéral, l'Italie est aujourd'hui l'un des pays européens, les plus proches du Sénégal vus le soutien, l'accompagnement et les investissements consentis dans divers secteurs en faveur de notre pays.

Lire sur : <https://www.africa7radiotv.com/italie-nouveau-decret...>

Alioune NDIAYE

Un hommage international à Cheikh Amadou Bamba



Quarante-six ans après la première semaine culturelle mouride à l'UNESCO, la capitale française s'apprête à accueillir une conférence internationale d'envergure en hommage à Cheikh Amadou Bamba, figure emblématique de la spiritualité africaine et fondateur du mouridisme. Prévue les 17 et 18 juillet 2025 à la Maison de l'UNESCO, la Conférence Internationale Cheikh A. Bamba (CINCAB) mettra à l'honneur la pensée soufie du maître sénégalais, centrée sur la science, l'éducation et la culture de la paix.

Placée sous le thème : « L'Éducation, la Science et la Culture de Paix dans la pensée soufie de Cheikh A. Bamba », la rencontre réunira des personnalités religieuses, politiques, diplomatiques et académiques venues des quatre coins du monde. Objectif : interroger l'héritage du Cheikh à la lumière des défis contemporains, entre montée des extrémismes, tensions géopolitiques et crises identitaires.

« Cheikh Amadou Bamba a proposé une voie de résistance fondée sur le savoir, la patience et le service. Son mes-

sage est d'une brûlante actualité », confie l'un des organisateurs.

L'événement, porté par l'organisation Majalis en partenariat avec la Délégation permanente du Sénégal auprès de l'UNESCO, proposera panels scientifiques, exposition, rencontres culturelles et espaces de dialogue interreligieux. Il s'inscrit dans l'esprit même du préambule de l'acte constitutif de l'UNESCO : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. »

La conférence se prolongera le 19 juillet à la Grande Mosquée de Paris, avec un atelier et une exposition autour des questions liées à l'islam de France et à l'apport du soufisme dans le vivre-ensemble républicain.

Informations pratiques :

Maison de l'UNESCO, Paris 7e

17-18 juillet 2025 (CINCAB)

Grande Mosquée de Paris – 19 juillet (atelier et exposition)

www.cincab.com

+221 76 636 32 32 | +33 7 53 05 80 81

Falilou Thiane

Mercedes Trucks s'installe à Dakar

Une nouvelle page s'écrit pour le Sénégal. Mercedes Trucks, géant mondial de l'automobile, a officiellement signé un accord d'implantation industrielle à Dakar. L'annonce a été faite lors d'une rencontre entre Mme Franziska Cusumano, présidente du groupe, et le Premier ministre Ousmane Sonko.

Une usine de montage de camions et véhicules utilitaires verra le jour dans la capitale. Elle débutera par la production de véhicules militaires, avec un objectif clair : renforcer la souveraineté logistique du pays. À terme, l'usine s'ouvrira à la fabrication de véhicules civils, destinés au marché sénégalais et ouest-africain.

Ce projet est un véritable tournant stratégique. Il mise sur la main-d'œuvre locale, crée des emplois qualifiés et initie un transfert de compétences dans un secteur clé. C'est un pas de plus vers un Sénégal productif, tourné vers l'avenir.

Pour la diaspora, ce partenariat incarne un modèle de développement à suivre : produire localement, créer de la valeur, exporter l'expertise. Le Sénégal ne se contente plus d'importer — il construit, transforme, et bientôt... il exporte.



Le Sénégal et la Belgique ouvrent des négociations historiques sur la sécurité sociale



C'est une première en Afrique subsaharienne : le Sénégal a accueilli, du 1er au 3 juillet 2025, à Dakar, le premier round de négociations en vue de la signature d'une Convention bilatérale de sécurité sociale entre la République du Sénégal et le Royaume de Belgique.

Cette rencontre, placée sous la présidence de Monsieur Abass Fall, Ministre en charge des Sénégalais de l'Extérieur, marque une avancée majeure dans la reconnaissance des droits sociaux des travailleurs migrants. Elle vise à poser les bases d'un cadre de coopération équitable, solidaire et durable, permettant la portabilité des droits sociaux entre les deux pays.

Une convention attendue et inédite

Cette convention, une première du genre entre un pays d'Afrique subsaharienne et la Belgique, a pour objectif de garantir aux travailleurs sénégalais établis en Belgique, ainsi qu'aux Belges résidant au Sénégal, la continuité et la reconnaissance de leurs droits sociaux, notamment en matière de retraite, de prestations familiales ou de soins de santé.

Vers une portabilité des droits sociaux

L'initiative s'inscrit dans la continuité du protocole d'accord signé à Bruxelles en mai 2023, relatif à la migration sûre, ordonnée et légale entre

les deux États. Elle témoigne d'une volonté politique commune de faire de la mobilité humaine un vecteur de développement partagé.

Les discussions ont porté sur plusieurs aspects techniques et juridiques, parmi lesquels : la totalisation des périodes de cotisation dans les deux pays pour les pensions de retraite ; la transférabilité des prestations sociales ; la prévention des doubles cotisations et le traitement équitable des assurés sociaux, quelle que soit leur nationalité.

Une fois signée, cette convention permettra à des milliers de Sénégalais vivant en Belgique de préserver leurs droits sociaux en cas de retour ou de mobilité, tout en facilitant l'intégration des Belges actifs au Sénégal.

Le Sénégal, pionnier en Afrique

Avec ce processus, le Sénégal réaffirme son rôle de leader régional sur les questions de migration et de protection sociale.

Le Ministre Abass Fall a souligné que cette initiative s'inscrit dans une vision stratégique de la gouvernance migratoire, plaçant les droits humains et la dignité du travailleur au cœur des politiques publiques.

Cette convention, une fois conclue, pourrait servir de modèle à d'autres pays africains en quête d'accords équitables avec les nations européennes, dans un monde de plus en plus interconnecté.

A.S

Donald Trump salue leadership et la résilience de Bassirou Diomaye Faye



Lors d'un mini-sommet organisé à la Maison-Blanche en présence de plusieurs chefs d'État africains, le président américain Donald Trump a adressé un hommage appuyé à son homologue sénégalais, Bassirou Diomaye Faye. Cette déclaration marque un moment fort dans les relations entre les États-Unis et le Sénégal, soulignant la stature grandissante du président Faye sur la scène internationale.

« Il a eu un parcours très intéressant. Il paraît jeune, même s'il est un peu plus âgé qu'il en a l'air. Il fait un travail fantastique. L'ancien gouvernement l'a traité très injustement, mais il a tenu bon. Félicitations à lui, vraiment », a déclaré le président Trump devant un parterre de dirigeants africains et de journalistes.

Ce message de reconnaissance, inhabituel de la part du président américain, témoigne de l'intérêt croissant des États-Unis pour les nouvelles figures politiques émergentes sur le continent africain. À peine quelques mois après son élection à la tête du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye suscite déjà l'admiration au-delà des frontières du continent, notamment pour sa résilience et sa vision d'un renouveau démocratique au Sénégal.

Accompagné de quatre autres chefs d'État africains, le président Faye a participé à des discussions portant sur les partenariats économiques, la sécurité régionale et la coopération en matière d'énergie et de gouvernance. Ce mini-sommet s'inscrit dans une volonté de renforcer les liens entre les États-Unis et les pays africains dans un contexte géopolitique en pleine recomposition.

Migration circulaire



Le dimanche 06 juillet 2025, la cohorte 6 a quitté le Sénégal pour l'Espagne.

Il s'agit de 58 travailleurs saisonniers qui, au bout de la durée légale de leur séjour en 2024, étaient rentrés au pays.

Un autre départ, le 7e depuis le début de la présente campagne, est prévu prochainement.

O.T

la France restitue une station militaire au Sénégal

Cette restitution s'inscrit dans le calendrier fixé par la commission conjointe franco-sénégalaise, conformément à la volonté des autorités sénégalaises de mettre fin à toute présence militaire étrangère sur leur sol d'ici fin 2025.

La France a restitué, mardi, au Sénégal, la station d'émission interarmées située à Rufisque conformément à la volonté des nouvelles autorités sénégalaises de mettre fin à toutes les présences militaires de pays étrangers au Sénégal, dès 2025, a appris l'APS de source diplomatique.

«La partie française a remis à la disposition de la partie sénégalaise, ce mardi 1 juillet 2025, la station d'émission interarmées située à Rufisque, en charge des communications sur la façade atlantique sud depuis 1960», a indiqué l'ambassade de France au Sénégal dans un communiqué.

Selon la même source, cette mesure a été prise conformément à la décision de la commission conjointe du 16 mai 2025, dans le respect de la procédure établie dans le traité instituant un partenariat en matière de coopération militaire entre la République française et la République du Sénégal du 18 avril 2012.



Le 12 février, dernier le ministère sénégalais de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères et du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères avaient, dans un communiqué conjoint, annoncé la mise en place d'une commission conjointe franco-sénégalaise.

Les deux parties se sont réunies, le 16 mai, pour examiner "le calendrier et les modalités de remise à disposition du Sénégal des dernières emprises utilisées par les Éléments français au Sénégal", rappelle le communiqué, soulignant que "cette commission a

également poursuivi les travaux de rénovation du partenariat bilatéral de défense et de sécurité qui a débouché sur ce retrait des armées françaises".

La France a, déjà, restitué le 7 mars, les emprises Maréchal et Saint-Exupéry situées à proximité du parc de Hann de même que le quartier "Contre-Amiral Protet" situé sur le port de Dakar, rétrocedé le 15 mai dernier.

Les dernières emprises seront restituées d'ici fin juillet 2025, selon le calendrier communément agréé, selon l'ambassade de France au Sénégal.

ENTRETIEN AVEC DR MOUHAMED BEN DIOP

“L’impact réel des députés de la diaspora n’est pas encore visible car les problèmes restent les mêmes”



Vous avez récemment tiré la sonnette d’alarme sur une projection inquiétante : une dette publique sénégalaise atteignant 120% du PIB. Sur quoi se base cette projection, et que révèle-t-elle sur la situation actuelle des finances publiques ?

Cette évaluation est faite par la Barclays Bank et qui révèle une situation préoccupante. Cela veut dire que notre dette publique est supérieure à la valeur totale des biens et services produits par le pays et que le gouvernement devra consacrer une grande partie de son budget au service de la dette limitant ainsi les ressources disponibles pour les dépenses publiques essentielles comme la santé, l’éducation et les infrastructures. L’autre risque est le défaut de paiement avec comme conséquence la perte de crédibilité auprès des investisseurs institutions internationales. A cela j’ajoute l’impact sur la croissance économique qui sera freinée en raison de la charge de la dette et la possibilité d’augmentation des taux d’intérêt qui déjà étaient hauts.

Vous proposez plusieurs pistes en “quick wins”, notamment la monétisation de la dette via la BCEAO. Ne craignez-vous pas une résistance politique ou institutionnelle de la part de la BCEAO ou du FMI face à une telle orientation ?

Il faut comprendre le principe de la monétisation dans les Quick-Win que je proposais au gouvernement comme solutions rapides pour financer la dette. Les Quick-Win sont des actions rapides à effet positif immédiat si on considère la situation d’urgence du moment.

La monétisation de la dette permettrait au gouvernement de financer rapidement ses dépenses et de rembourser ses dettes. Autres avantages, le gouvernement pourra réduire la charge de la dette en termes de remboursement du capital et des intérêts. Cependant elle peut entraîner une augmentation de la masse monétaire en circulation ce qui

peut provoquer une inflation c’est pour cela il sera nécessaire qu’il ait une bonne coordination entre la BCEAO et le FMI. Oui forcément il peut y avoir une résistance au regard des conséquences évoquées plus haut en plus de l’impact sur les taux d’intérêt et sur la stabilité financière. Pour cela une bonne discipline budgétaire et monétaire solide sera plus que nécessaire pour garantir la stabilité financière et promouvoir la croissance économique

Vous parlez d’erreurs de débutants concernant les maturités très courtes des eurobonds contractés par le Sénégal. Qui doit porter cette responsabilité, et que recommanderiez-vous concrètement au ministère des Finances aujourd’hui ?

La maturité très courte nous expose à un risque de refinancement élevé. A l’échéance, soit on rembourse soit refinancer la dette en émettant de nouvelles obligations avec des coûts d’emprunts plus élevés voir même des difficultés à refinancer cette dette. A cela j’ajoute un risque inutile de pression importante sur les finances publiques et déjouer les objectifs structurants du gouvernement comme le financement de la Santé, de l’éducation et des infrastructures. Cette courte maturité aura un impact sur la stabilité financière surtout si nous faisons face à des chocs externes qui auront un impact direct sur nos ressources comme la baisse des prévisions de recettes sur le pétrole et l’arrêt provisoire sans délai en vue de l’exploitation du gaz. L’autre erreur en souscrivant à des eurobonds à maturité courte qui devait permettre d’avoir des taux d’intérêt plus bas, le gouvernement l’a fait avec des taux très élevés. Une pression inutile à mon sens c’est pour cela que je parle d’erreur de débutant et d’excès de confiance incontrôlé.

Les conseils que je donnerai au gouvernement est qu’il serait préférable d’être dans la diversification de nos sources de financement et opter pour des instruments de dette à long terme. A dette est intergénérationnelle. Nous sommes une jeune nation et devons construire solidement les bases de notre économie. Nous pouvons aller vers une restructuration de la dette en renégociant avec les créanciers pour prolonger les échéances tout en réduisant le taux d’intérêt afin de libérer les ressources pour d’autres priorités. Faire une gestion active de la dette afin de réduire les risques associés par la mise en place d’un cadre de gestion claire et transparente. Aller vers des réformes qui vont stimuler la croissance économique, rationaliser les dépenses, un courage politique c’est l’occasion de mettre à bon profil le dernier prêt reçu de la banque mondiale de 100

Millions de Dollars pour la mise en place de ses réformes

Le reprofilage et la restructuration partielle de la dette peuvent être mal perçus par les marchés. Comment éviter une perte de confiance des investisseurs internationaux tout en réajustant nos engagements ?

C’est déjà un signal de détresse ce qui a déjà eu pour conséquence la baisse de la note de crédit du pays pour l’éviter, il faudra que ça soit transparent et crédible accompagnés de réformes économiques et budgétaires solides ceci dans le but de restaurer la confiance des investisseurs. Le 1er élément c’est d’avoir une communication transparente et proactive avec les investisseurs sur les raisons du réajustement des engagements et les mesures prises pour améliorer la situation. Ensuite, exposer un plan de réforme économique et budgétaire crédible et solide qui démontrera toute la volonté de restaurer la stabilité financière et promouvoir la croissance. Il sera important de maintenir un dialogue régulier avec les investisseurs pour les tenir informés des avancées, Il nous faudra respecter nos engagements autant que possible et surtout impliquer les institutions du Breton Woods pour davantage renforcer la crédibilité du plan de réforme pour rassurer les investisseurs. En mettant en place ces stratégies nous pouvons minimiser les risques de perte de confiance tout en réajustant nos engagements pour améliorer la situation financière du pays

Vous appelez à un retour à “l’orthodoxie budgétaire”. Dans un contexte où les besoins sociaux sont énormes (santé, éducation, emploi), comment trouver l’équilibre entre rigueur et justice sociale ?

Fac à cette situation de surendettement, trouver l’équilibre entre rigueur voire discipline budgétaire et justice sociale devient un impératif et c’est là que nous attendons ce gouvernement. Le pays est en attente mais n’attendra pas éternellement. Il faudra qu’il (le gouvernement) renonce à certains privilèges même si le chemin actuel semble être très loin de ce schéma avec les augmentations des budgets de fonctionnement de la présidence, de l’Assemblée nationale ainsi que de la primature sans compter les recrutements de complaisance Nous sommes entre le marteau et l’enclume.

Cependant il existe des pistes comme je l’ai évoqué en haut avec la priorisation des dépenses publiques en faveur des secteurs les plus vulnérables ainsi que les programmes sociaux qui bénéficient directement aux populations les plus démunies. Oser une réforme fiscale progressive, protéger les services publics essentiels tels que la santé,

l’éducation, ainsi que la sécurité sociale qui sont vitaux pour les populations vulnérables. Ses services doivent être maintenus et si possible, améliorés malgré les contraintes budgétaires. La mise en place ou le renforcement des filets de sécurité pour protéger les populations les plus vulnérables contre les impacts négatifs des mesures d’austérité. Il sera important de maintenir un dialogue social inclusif avec toutes les parties prenantes, syndicats, communautés religieuses, associations, société civile et acteurs politiques. Être en sommes à l’écoute de sa population peut aider à identifier les solutions qui équilibrent les nécessités budgétaires avec les besoins sociaux des populations. Il est impératif que le gouvernement puisse naviguer entre rigueurs budgétaires et exigences de justice sociale afin d’assurer un développement plus équitable et durable.

La piste de l’annulation de la dette est-elle aujourd’hui réaliste selon vous ? Quelle pourrait être la stratégie du Sénégal pour rallier des pays créanciers, notamment la France, à cette cause ?

Plaider l’annulation totale ou partielle de la dette n’est pas une honte. Je déplore que cette piste ne soit pas explorée de manière concrète par le gouvernement dois-je le rappeler que nous sommes à +119% de notre PIB ? Elle peut se faire au cas par cas en tenant compte de l’incapacité de certains pays africains à honorer le service de la dette comme le souligne la déclaration de Lomé sur la gestion de la dette publique en Afrique. Pour convaincre les pays créanciers et la France en premier en mon sens il faudra changer notre stratégie de dialogue diplomatique et malheureusement ce n’est pas encore le fort de ce gouvernement. Un pays ne se gère pas avec des émotions. La France est et restera un partenaire stratégique pour le Sénégal et le renforcement de notre dialogue diplomatique en expliquant notre situation financière, qu’elle n’ignore pas, ainsi que les mesures prises pour améliorer la gestion de la dette peuvent aboutir à des solutions mutuelles avantageuses. Pour Cela il nous faudra un argumentaire économique solide pour démontrer comment une annulation totale ou partielle de la dette voire un rééchelonnement pourrait être bénéfique à la fois au Sénégal et à la France. Nous pouvons avoir des arguments à faire valoir en mettant en avant notre engagement en faveur du développement durable, de la réduction de la pauvreté et surtout d’une discipline budgétaire sans complaisances. Et à ce niveau, avoir l’appui des institutions internationales peut être décisif pour renforcer notre position et ajouter plus de crédibilité.



Voyez-vous nous surfons entre partenaires bilatéraux et institutions internationales car les relations sont imbriquées. Tout sera dans notre approche proactive et notre volonté à démontrer aux créanciers notre engagement à améliorer notre situation pour avoir nos chances dans la renégociation de notre dette.

Quels garde-fous devraient être mis en place pour s'assurer que tout nouvel endettement soit réellement productif et au service du développement durable ?

Il faudra mettre en place un cadre clair et transparent pour la gestion de la dette comme rappeler tantôt il aura pour mission entre autres de définir les objectifs, limites ainsi que les critères pour contracter une nouvelle dette. A cela, il faudra que le gouvernement puis mener des études d'impact approfondies pour évaluer les bénéfices économiques et sociaux attendus des futurs projets financés par cette dette allant jusqu'à la capacité à générer plus de revenus pour rembourser la dette. On pourra aller vers les « Projectbonds » qui répondront mieux aux besoins. On peut citer dans les garde-fous, l'intégration de la planification de la dette dans le processus budgétaire annuel. Le suivi-évaluation doit intégrer la stratégie du gouvernement et l'Assemblée nationale doit d'avantage jouer son rôle à ce niveau même si pour le plus souvent, nos députés manquent de culture économique et financière mais on pourra les former il n'est jamais trop tard pour apprendre.

Quel rôle spécifique la diaspora sénégalaise peut-elle jouer dans la relance économique du pays face à la crise de la dette ? Faut-il institutionnaliser un fonds d'investissement de la diaspora ?

Encore une fois arrêtons de considérer la diaspora comme une entité à vocation économique uniquement. Son rôle n'a jamais été en marge bien au contraire. Une bonne définition de vision de développement pourra mettre à la diaspora de se positionner sur les enjeux économiques au-delà du simple soutien financier. La diaspora pourra investir dans des initiatives économiques génératrices de revenus, sensibiliser la communauté internationale, le gouvernement peut mettre en place

des portails pour bénéficier de l'expertise et conseils de sa diaspora... Pourquoi pas institutionnaliser un fond d'investissement de la diaspora pour mieux mobiliser les ressources en définissant des critères clairs d'investissement et ainsi sélectionner les projets qui vont correspondre aux priorités de développement du Sénégal et ceci dans tous les secteurs. Cette initiative permettra un rapprochement et un renforcement des liens car nous avons de plus en plus d'enfants nés à l'étranger et qui ont un besoin de créer ce lien avec le pays d'origine. Le foot et l'équipe nationale en est un parfait exemple de réussite.

Les transferts de fonds de la diaspora représentent une manne importante. Comment transformer cette contribution en investissements structurants plutôt qu'en simple soutien familial ?

Il ne faut pas fustiger cette pratique sachant que le premier besoin reste alimentaire maintenant il faudra plus doter les 2 côtés d'une éducation financière je parle des acteurs de la diaspora comme les parents locaux aussi. Et c'est là que l'institutionnalisation du fonds d'investissement aura son sens pour investir vers des projets porteurs créateurs de revenus, d'emplois et de stabilité financière. Proposer des projets adaptés aux besoins et objectifs de la diaspora et des familles locales. Mettre en place des mécanismes incitatifs aux investissements pour la diaspora comme des exonérations fiscales, dans le cadre de la création ou reprise d'entreprises, la mise à disposition de terres pour le développement agricole... La création d'une banque de la diaspora pour accompagner l'ensemble des projets allant des investissements privés (construction de villas etc...) aux plus ambitieux.

La fiscalité des biens rapatriés par la diaspora reste un point sensible. Que proposez-vous pour mieux valoriser ces apports sans décourager ceux qui souhaitent investir au pays ?

Dans ce cas, il faut bien distinguer les biens de consommation aux biens d'investissement. Comme il était défini dans mon programme d'appui à la diaspora, il sera institué une franchise totale, tous les 10ans, pour importer un véhicule et que les biens de consommation seront en franchise de droits de douane en tenant compte de la composition de la famille.

À votre avis, les institutions sénégalaises prennent-elles suffisamment en compte l'expertise et les compétences des cadres de la diaspora dans les politiques publiques ?

A assistons de plus en plus à l'intégration d'une certaine classe de la diaspora dans les affaires publiques et à ce niveau il y'avait une forte attente par rapport à la promesse sur l'appel à candidature. Mais au-delà, je peux comprendre que l'expertise locale soit valorisée mais la diaspora ne doit pas être tenue en reste elle est une partie intégrante du pays et ceci dans le sens le

plus large.

Quelle est votre évaluation de l'impact réel des députés de la diaspora à l'Assemblée nationale depuis leur création ? Ont-ils répondu aux attentes ?

Pour le moment elle n'est pas encore visible car les problèmes de la diaspora restent toujours les mêmes. Tout récemment j'ai entendu parler d'une mission de parlementaire en Europe était elle politique où réellement pour s'enquérir de la situation de la diaspora ? Des deux cas c'est un échec des députés de la diaspora.

Faut-il réformer la manière dont ces députés sont désignés, leurs missions, ou même leur nombre, pour qu'ils soient véritablement les porte-voix de la diaspora sénégalaise ?

Le problème ne se trouve pas dans leur nombre ou la manière mais dans la mission et ce n'est pas propre aux seuls députés de la diaspora mais à nos députés de manière générale qui restent malheureusement toujours des députés d'une formation politique et non des députés du peuple. La réforme devra porter sur le choix des candidats à la députation comme il existe des critères pour être président de la République les mêmes critères doivent être valable pour un député du peuple.

Seriez-vous favorable à la création d'un Haut Conseil de la diaspora sénégalaise avec un pouvoir consultatif sur les projets de loi ayant un impact sur les Sénégalais de l'extérieur ?

Même si l'idée me semble pertinente mais il faudra qu'il trouve sa place dans la nomenclature et nous avons cette intelligence de rendre ces institutions comme un réceptacle de militants à recycler cependant à l'image des élections locales où la diaspora ne prends pas part il peut être intéressant que cette assemblée soit élective. Que ce haut conseil de la diaspora, soit la municipalité de la diaspora, doté d'un budget issu des transferts de fonds 1% en plus de la subvention de l'état on pourra y revenir plus en détails au besoin, son le mécanisme ainsi que son mode de fonctionnement.

Quels mécanismes concrets pourraient améliorer le lien entre ces députés et leurs électeurs disséminés à travers plusieurs continents ?

Redondance avec la question précédente

Comment analysez-vous la situation politico-judiciaire actuelle du Sénégal, entre libérations récentes, plaintes anciennes, et attentes de rupture ? Le pays est-il sur une voie de normalisation ou d'instabilité ?

La question et la relance se contredisent car nous sommes dans une continuité de qui était dénoncé avant. Entre règlement de comptes, emprisonnement de journalistes, offenses au chef de l'Etat et sous-chef de l'Etat, la gestion par la terreur, etc... jeter le discrédit sur la justice tout cela donne l'impression que rien n'a véritablement changé et que la rupture est « aux abonnés absents ». Le peuple ne mé-

rite pas cela ! Ce genre de situation est ce qu'on peut voir en fin de règne d'un régime en général mais pas pour un nouveau gouvernement. Les promesses ne sont pas à la hauteur des réalisations et le peuple ne peut pas attendre car on l'a apprivoisé pour être exigeant. C'est le serpent qui se mord la queue. Entre promesses et réalités, ce gouvernement fait face à ses propres démons. La conséquence est une inaction fiévreuse et le pays s'en trouve complètement grippé.

Le tandem Diomaye-Sonko a suscité beaucoup d'espoir. Pensez-vous que la priorité actuelle qu'ils accordent à des débats institutionnels soit justifiée, ou qu'elle détourne l'attention des urgences économiques ?

Je vais vous surprendre ce n'est ni l'un ni l'autre. Le pays manque de trajectoire clair ce tandem même est dans la contradiction stratégique quand l'un fait preuve d'ouverture vers l'Europe par exemple, l'autre tend ailleurs ; pas dans une optique de diversification, mais d'opposition silencieuse et d'ego surdimensionné. Je l'ai dit tantôt notre dialogue diplomatique a pris un sacré coup et nous devons y remédier très rapidement. Le populisme ne peut pas triompher dans nos Etas. Il peut aider à accéder aux pouvoirs mais finira par une détestation viscérale. Je suis estomaqué par la situation politico-judiciaire et économique de mon pays. Le Sénégal ne mérite pas ça !

Que pensez-vous de l'idée d'une réforme profonde du Conseil constitutionnel ou de la Cour des comptes pour rétablir la confiance dans les institutions ?

Le Sénégal n'a pas de problème d'institutions mais de Leaders ! C'est un faux débat ! la priorité est ailleurs ! il faut savoir lire la météo sociale de sa nation.

Vous appelez à rétablir la priorité aux Sénégalais. Selon vous, quelles seraient les trois mesures d'urgence les plus concrètes que le nouveau régime devrait prendre dans les six prochains mois ?

Je l'ai rappelé plus dans les solutions dans mes quickWin, ce gouvernement gagnerait à rétablir la priorité aux sénégalais et se rappeler des promesses qui ont aboutis à leur élection. L'heure n'est plus aux bavardages de bornes fontaines mais au travail.

Enfin, seriez-vous prêt à intégrer un comité indépendant de veille économique ou de réforme stratégique si l'État sénégalais vous le proposait ? Et à quelles conditions ?

Je suis déjà dans ce comité à travers ma position d'homme politique leader du parti Pass-Pass, engagé dans la défense de mon pays avec pour seul objectif d'être le prochain président de la République du Sénégal Inchallah. Je n'ai pas besoin de position pour m'exprimer et je suis généreux dans démarche. Je critique et propose des pistes ! Le peuple jugera !

A bon entendeur....

Entretien : Malick Sakho

4^{ÈME} CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT À SÉVILLE**Bassirou Diomaye Faye porte la voix du Sénégal**

Le Président de la République du Sénégal, Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Faye, a pris part ce lundi 30 juin 2025 à la cérémonie d'ouverture de la 4^{ème} Conférence internationale sur le financement du développement, organisée à Séville, dans le sud de l'Espagne.

Ce sommet d'envergure mondiale réunit plusieurs chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les dirigeants des principales institutions financières internationales, dont l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Une conférence stratégique dans un contexte mondial incertain

La Conférence de Séville intervient dans un contexte international marqué par des déséquilibres économiques

croissants, des tensions géopolitiques, mais aussi une demande accrue de justice financière et de développement durable. L'objectif de cette rencontre est de repenser le financement du développement à l'échelle globale, en favorisant des solutions inclusives, équitables et adaptées aux réalités des pays en développement.

Dans l'après-midi, le Président Bassirou Diomaye Faye a été convié à prendre la parole lors de la séance plénière. À cette occasion, il a exposé la position du Sénégal sur une problématique stratégique majeure : la mobilisation et l'alignement des ressources publiques domestiques. Pour le chef de l'État sénégalais, ces ressources constituent un levier fondamental pour bâtir un modèle de développement souverain, équitable et durable.

Son intervention a mis l'accent sur : la nécessité de renforcer la souveraineté fiscale des États africains ; l'urgence de lutter contre la fuite des capitaux et l'optimisation fiscale agressive ; l'im-

portance d'une réorientation stratégique des investissements publics vers des secteurs productifs : santé, éducation, agriculture, infrastructures et industries locales et l'engagement à promouvoir un partenariat équitable entre pays du Sud et institutions internationales, avec une réforme en profondeur de la gouvernance financière mondiale.

Un plaidoyer pour une justice économique mondiale

Le Président Faye a également interpellé les institutions multilatérales sur la nécessité d'un partage équitable des ressources et des responsabilités. Il a insisté sur le fait que les pays africains ne peuvent plus être considérés comme de simples récepteurs de l'aide, mais comme des acteurs à part entière de la transformation mondiale, porteurs de solutions innovantes et de visions ancrées dans la durabilité.

Son plaidoyer a été salué comme un appel fort en faveur d'une nouvelle ar-

chitecture financière mondiale, centrée sur la justice économique, la solidarité entre les nations et le respect de la souveraineté des États.

Le Sénégal confirme son leadership en Afrique et au-delà

Par sa participation remarquable à cette conférence, le Sénégal confirme sa volonté de jouer un rôle moteur dans les négociations internationales sur le financement du développement. Le Président Faye y incarne un leadership africain nouveau, ancré dans l'exigence éthique, la responsabilité et l'action concrète.

À Séville, le chef de l'État a également tenu plusieurs rencontres bilatérales avec ses homologues et les représentants des grandes institutions internationales, en vue de renforcer la coopération et de promouvoir des solutions de financement adaptées aux réalités africaines.

Falilou Thiane

À Séville, le Président Diomaye Faye initie un nouveau pacte avec les sénégalais d'Espagne



En marge de la 4^{ème} Conférence internationale sur le financement du développement, organisée sous l'égide des Nations Unies et tenue à Séville, le Président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Diakharré Faye, a rencontré hier soir la communauté sénégalaise vivant en Espagne. Ce rendez-vous très attendu a réuni plusieurs dizaines de compatriotes venus de Séville et d'autres régions du pays.

Dans une ambiance chaleureuse et attentive, le chef de l'État a échangé directement avec ses compatriotes. Loin des discours formatés, cette rencontre a été un moment de sincérité, d'écoute et d'engagement, marquant une volonté claire de changement et d'espoir. Dès les premiers échanges, les membres de la communauté ont fait part de leurs attentes et de leurs préoccupa-

tions. Parmi les sujets abordés : les difficultés rencontrées avec les services consulaires, le besoin d'ouvrir des bureaux dans les zones où la population sénégalaise est particulièrement nombreuse, comme aux îles Canaries et aux Baléares, les lenteurs administratives, les freins à l'accès au financement pour les projets économiques, ainsi que les problèmes liés au rapatriement des dépouilles, l'accès au logement, et la matérialisation des accords bilatéraux entre le Sénégal et l'Espagne entre autres.

Les représentants associatifs ont aussi insisté sur la nécessité pour l'État de changer de regard et d'arrêter de considérer la diaspora comme un simple réservoir électoral ou une périphérie d'ajustement. Ils ont demandé qu'elle soit enfin reconnue comme un acteur central du développement national.

La prochaine Journée de la diaspora,

prévue en décembre, a été évoquée comme une opportunité importante pour élaborer une politique migratoire ambitieuse et durable, capable de répondre aux besoins concrets des Sénégalais de l'extérieur.

Au-delà de ces revendications, un appel a été lancé pour une diplomatie économique plus active. Un intervenant a insisté sur l'importance d'adapter la coopération sénégalaise aux réalités locales espagnoles, pays reconnu pour la qualité de sa coopération décentralisée.

Les Sénégalais établis en Espagne, longtemps négligés dans les politiques gouvernementales, ont été reconnus comme de véritables ambassadeurs de leur pays. Ils ont souligné l'importance de valoriser leurs compétences, de soutenir leurs initiatives, et de favoriser leur participation active aux projets de développement communs.

Leur participation aux partenariats territoriaux renforcerait les relations entre collectivités sénégalaises et espagnoles, tout en assurant une coopération concrète et durable.

Plusieurs responsables ont également tenu à remercier chaleureusement le Consul général Mamadou Moustapha Loum et le Vice-consul Demba Dia, récemment rappelés, pour leur engagement et la qualité de leur service auprès de la communauté. Leur disponibilité et leur dévouement ont été unanimement salués.

En réponse, le Président Faye a fait preuve de transparence. Il a annoncé une réforme profonde des services diplomatiques et consulaires, avec un audit complet, une amélioration des délais de traitement des dossiers, et la mise en place de mesures pour encourager l'épargne et l'investissement au sein de la diaspora.

Avec une vision inclusive, le chef de l'État a réaffirmé que les Sénégalais de l'extérieur jouent un rôle clé dans le développement du pays. Il a souligné leur contribution économique, sociale et culturelle, ainsi que leur potentiel en termes de compétences, d'innovation et de diplomatie citoyenne.

Le Président a enfin réitéré son engagement à bâtir une diplomatie de proximité, fondée sur la transparence, l'efficacité et le service aux citoyens. À la fin de la rencontre, nombreux sont ceux qui ont salué ce signe fort, porteur d'espoir, ainsi que la méthode adoptée : un dialogue sincère, une proximité assumée, et un leadership qui place l'humain au cœur de l'action publique.

Momar Dieng Diop (ESPAGNE)

VISITE DU PREMIER MINISTRE OUSMANE SONKO EN CHINE

Chaleureuse rencontre avec la diaspora sénégalaise



En marge de sa visite officielle en Chine, le Premier ministre du Sénégal, Ousmane Sonko, a tenu à rencontrer la communauté sénégalaise vivant dans l'Empire du Milieu. C'est dans une ambiance conviviale et empreinte de chaleur humaine

que cette rencontre s'est déroulée, marquant un moment fort de son déplacement à l'étranger.

Des images largement diffusées sur les réseaux sociaux et par les canaux officiels montrent un chef de gouverne-

ment attentif, entouré de ses compatriotes venus nombreux pour échanger avec lui. Poignées de main, discussions détendues, prises de parole spontanées : tout dans cette rencontre témoignait d'un lien sincère entre le Premier ministre et les membres de la diaspora. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de proximité prônée par Ousmane Sonko, qui place la diaspora au cœur de son projet national. « Vous êtes une partie intégrante de la nation sénégalaise. Où que vous soyez, vous contribuez au rayonnement du pays », a-t-il déclaré lors de son intervention, saluant l'engagement et le rôle économique, social et culturel de la diaspora. Le Premier ministre a profité de l'occasion pour écouter les préoccupations de ses compatriotes, notamment celles

liées à l'accès aux services consulaires, aux opportunités d'investissement au Sénégal et à l'éducation des enfants à l'étranger. Il a réaffirmé son engagement à œuvrer pour une meilleure prise en compte des besoins de la diaspora dans les politiques publiques.

Ce moment d'échange marque un tournant symbolique dans la relation entre le gouvernement sénégalais et ses ressortissants établis à l'étranger, renforçant ainsi l'idée d'une nation unie au-delà des frontières.

La visite officielle de M. Sonko en Chine se poursuit dans plusieurs grandes villes, avec à l'agenda des rencontres de haut niveau et la signature d'accords de coopération dans des secteurs stratégiques.

ENTRE CHIFFRES ET TERRAIN

Le nouveau visage de la direction des Sénégalais de l'extérieur

À Nouadhibou, le Sénégal prend des mesures fortes pour sa diaspora



En visite officielle du 26 au 29 juin 2025, le Secrétaire d'État aux Sénégalais de l'Extérieur, Amadou Chérif Diouf, s'est rendu à Nouadhibou pour rencontrer la communauté sénégalaise et renforcer la coopération bilatérale avec la Mauritanie.

Accueilli par le Wali de Dakhlet-Nouadhibou, Mahi Ould Hamed, et le Consul honoraire du Sénégal, Boughourbal Moulaye Abasse, le responsable sénégalais a multiplié les échanges, visites et consultations. Objectif : s'enquérir des conditions de vie de nos compatriotes et mettre en œuvre des solutions concrètes.

Des décisions concrètes sur le terrain

Première avancée : la mise en œuvre effective de l'accord bilatéral signé le 2 juin dernier entre Dakar et Nouakchott, portant sur les conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des ressortissants. Une commission mixte de suivi sera installée très prochainement pour superviser son application. Autre mesure saluée : le renforcement des services consulaires. Une antenne mobile sera déployée chaque mois à Nouadhibou pour offrir aux Sénégalais un accès simplifié aux démarches ad-

ministratives, notamment les documents d'état civil.

Un recensement de la communauté sénégalaise de la région est également prévu. Il permettra de mieux structurer les interventions sociales et de développement en ciblant les besoins réels des familles et travailleurs sénégalais. Sur le plan social, un fonds de soutien scolaire sera mis en place pour appuyer la scolarisation des enfants issus de familles vulnérables. Côté économique, des discussions ont été engagées pour faciliter l'accès au financement des projets portés par les femmes et les jeunes entrepreneurs sénégalais vivant à Nouadhibou.

Une diplomatie de proximité

« Le rôle de la diaspora est central dans notre projet national. Nous avons le devoir de la protéger, de l'écouter et de l'associer pleinement à la construction du Sénégal », a déclaré Amadou Chérif Diouf à l'issue de sa mission.

Avec cette visite, le gouvernement sénégalais envoie un signal fort : celui d'une diplomatie de terrain, au plus près des préoccupations des Sénégalais de l'extérieur, avec des actions concrètes à la clé.

D.T



Sa nomination à la tête de la Direction des Sénégalais de l'Extérieur, en avril 2025, est intervenue dans un moment charnière. Le contexte politique nouveau, marqué par une volonté affichée de refondation, impose une redéfinition des relations entre l'État et sa diaspora. C'est dans ce cadre qu'El Hadji Abdoul Karim Cissé a été désigné pour occuper ce poste stratégique.

Son parcours est celui d'un fonctionnaire formé à l'analyse et à la gestion publique. Titulaire d'un master en méthodes statistiques et économétriques, il a construit l'essentiel de sa carrière au sein de la Direction générale de l'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur (DGASE), où il a travaillé sur plusieurs dispositifs visant à mieux encadrer les initiatives économiques des migrants.

On le dit méthodique, attaché à la cohérence administrative, plus enclin à la mise en œuvre qu'aux grandes formules. À la DGASE, il a notamment contribué à l'élaboration de programmes d'accompagnement au retour, d'appui à l'investissement productif et de structuration du lien

entre diaspora et territoires locaux. Autant de chantiers souvent complexes, traversés par des attentes nombreuses, parfois contradictoires.

Loin des profils politiques ou des personnalités médiatiques, Cissé s'est imposé par une approche pragmatique. Mais cette discrétion a ses limites. Dans une période où la diaspora sénégalaise exprime de plus en plus ouvertement ses frustrations – notamment sur l'efficacité des institutions censées la représenter ou l'accompagner – il lui faudra démontrer sa capacité à écouter, à dialoguer, à rendre des comptes.

Car derrière les transferts de fonds et les élans de solidarité, c'est aussi une demande politique que portent les Sénégalais de l'extérieur : être associés aux décisions, reconnus dans leur pluralité, et respectés au-delà des discours. Le poste qu'il occupe aujourd'hui n'est pas un simple rouage administratif. Il engage une responsabilité : celle de redonner du sens à une relation souvent déséquilibrée entre un État centralisé et une diaspora éclatée. Le défi est connu. Le terrain aussi. Reste à voir ce qu'il en fera.

Malick Sakho

Boubacar Kafando, la musique comme chemin d'âme et de partage

Par-delà les collines boisées de Betton, aux portes de Rennes, vit un musicien aux racines profondes et aux ailes déployées. Boubacar Kafando, artiste burkinabé, sculpte les sons comme on sculpte la terre rouge de son pays natal : avec patience, passion et respect. Leader du groupe Afro Tala, facteur d'instruments, passeur de mémoire dans les écoles rennaises, bâtisseur d'un centre culturel au Burkina Faso, il incarne une forme rare de poésie incarnée. Rencontre avec un homme debout.



C'est dans le terreau vivant du Burkina Faso que germe la musique de Boubacar Kafando. Chez lui, le balafon n'est pas un simple instrument, mais un ancêtre que l'on honore. Le n'goni, un confident ; la kora, un chemin vers l'invisible. Dès l'enfance, Boubacar apprend à écouter les silences entre les notes, à comprendre que la musique n'est pas un divertissement, mais une manière d'habiter le monde, de dialoguer avec les esprits, de soigner les âmes.

Il grandit entouré de griots, de forgerons et de conteurs. Les tambours ne résonnent pas seulement pour danser, mais pour guérir, transmettre, avertir. Très tôt, Boubacar comprend que la musique porte en elle une responsabilité.

L'association Zaama-Nooma

En 2007, après quelques années en France, il fonde l'association Zaama-Nooma, littéralement « la bonne entente entre les êtres ». Une manière de maintenir un pont vivant entre Betton et son village d'origine, tout en favorisant l'accès à l'art et à la culture pour les enfants du Burkina Faso. Le centre qu'il crée sur place devient un lieu de rencontres, de créations, de transmission. Là-bas, les jeunes découvrent les percussions, la danse, le théâtre, une forme d'éducation populaire nourrie de tradition et d'ouverture.

Cette volonté de transmettre, il l'in-

carne aussi en Bretagne. A Rennes et dans les communes voisines, il intervient régulièrement dans les écoles, les collèges, les MJC. Il n'arrive jamais les mains vides : ses instruments, il les fabrique lui-même. Chaque calebasse, chaque corde, chaque peau tendue est le fruit d'un savoir-faire ancestral mêlé à une créativité libre.

En 2010, il grave son premier album sous le nom Zaama-Nooma Band. Un disque aux sonorités brutes et vibrantes, enregistré avec des instruments traditionnels. Une œuvre presque introuvable aujourd'hui, mais qui contient déjà l'essence de sa démarche : « Une des chansons s'appelle Madi Zounoogo, le prénom de mon père et de mon fils. L'idée de cette création tournait autour du fait que sur cette planète, l'humain vit toujours grâce à son prochain. »

Des influences européennes

À travers ce chant filial, Boubacar dit l'interdépendance humaine. Rien d'abstrait ici. Sa musique est terrienne, enracinée, mais elle regarde loin, vers l'autre, vers l'ailleurs.

Son deuxième album, sorti en 2016 et intitulé Faut pas se diviser, marque un tournant. Il y intègre des influences européennes et réarrange Madi Zounoogo. Le monde y entre, sans écraser l'âme africaine. À New York, il croise le chemin de Jayen Varna, un bassiste d'origine indienne, « le meilleur que

j'ai jamais vu ». Ce type de rencontres dessine le nouveau visage d'une musique métisse, universelle sans être édulcorée.

Aujourd'hui, Boubacar est le leader du groupe Afro Tala, une formation vivante où les rythmes ouest-africains dialoguent avec le jazz, la funk ou les harmonies européennes. Sur scène, il ne joue pas, il vibre. Ses concerts sont des cérémonies sans dogme, des appels à l'unité.

À travers Afro Tala, il réaffirme ce qui est au cœur de son engagement artistique : rassembler. Dans un monde marqué par les replis identitaires, il affirme avec douceur et force que les cultures ne s'opposent pas, elles s'enrichissent.

Il n'y a rien d'artificiel dans le

À Rennes, Wattoosita interprète l'Os de Mor Lam et réveille nos humanités

Ce soir-là, à Rennes, le ciel semblait retenir son souffle. Dans la salle du Théâtre de l'ADEC, des éclats de voix, des rires d'enfants, des accolades en plusieurs langues. Wolof, français, arabe, créole, bamanankan... C'était un théâtre de quartier, mais on aurait cru un carrefour du monde. Tout ce petit monde s'était déplacé pour une œuvre à la fois simple et dense, ancienne mais foudroyante d'actualité : L'Os de Mor Lam, fable grinçante de Birago Diop.

La troupe Wattoosita était attendue. Sur scène, ils ont fait bien plus qu'interpréter un texte : ils l'ont porté à bout d'âme, avec une force tranquille, des silences éloquentes, et une générosité rare.

La pièce raconte une histoire presque absurde : un homme, Mor Lam, refuse de partager un os. Rien qu'un os. À moitié rongé. Mais il préfère « faire le mort » plutôt que de le céder à son ami. De ce refus naît une spirale de méfiance, de colère, de règlements de compte.

On aurait pu en rire simplement, si les acteurs de Wattoosita n'avaient pas su rendre cette absurdité si terriblement proche de nous. Par leurs regards, leurs silences, leurs déplacements millimétrés, ils ont fait de cette fable une scène universelle : celle de nos orgueils, de nos blessures d'ego, de nos petites lâchetés du quotidien. Et surtout, de ce que nous perdons à ne pas partager.

Ce qui frappe d'abord, chez Wattoosita, c'est la richesse humaine. Des comédiennes et comédiens aux parcours différents, aux accents variés, aux corps qui racontent chacun une histoire. Des gens du Sénégal, de la Bretagne, du Maghreb, des Antilles, du Togo, de France... Une diversité non pas affichée, mais incarnée.

Et sur scène, cela donne un théâtre vivant, mouvant, sincère.

parcours de Boubacar Kafando. Rien d'arrivé trop vite, ni d'imité. Il est de ces hommes rares dont l'œuvre est le reflet fidèle de l'âme. Artisan, pédagogue, musicien, poète, il tisse patiemment, depuis Betton, une tapisserie aux couleurs du monde.

Son engagement pour la culture n'est pas un luxe, mais une nécessité. Sa musique n'est pas un produit, mais une offre. Et son parcours, tout sauf linéaire, dessine ce que pourrait être l'art dans une société juste : un lieu de mémoire, de lien et de renaissance.

À Betton comme à Ouagadougou, la même vibration traverse ses gestes : celle d'un homme qui croit encore que l'art peut réparer, rassembler, éclairer. Et c'est peut-être pour cela que sa musique touche autant : parce qu'elle est sincère, enracinée, et qu'elle parle à ce qu'il y a de plus vivant en nous.

Malick Sakho

Rien de forcé, rien d'académique. Juste l'essentiel : le jeu, la parole, le rythme, l'émotion.

La salle était comble. Beaucoup de familles, des enfants fascinés, des étudiants, des curieux, des habitués du théâtre comme des néophytes. Ce mélange, rare dans les salles traditionnelles, est peut-être l'un des plus beaux succès de la troupe.

À la fin de la pièce, le silence a duré. Longtemps.

Puis les applaudissements sont venus. Sincères, nourris, presque soulagés.

Et dans les couloirs, des murmures : « Ça m'a touché... Je me suis reconnu. »

« C'est une vieille histoire, mais c'est tellement maintenant. »

« On devrait faire lire ça à tous les enfants. »

Ce que Wattoosita a fait ce soir-là, ce n'est pas simplement jouer une pièce.

Ils ont reconnecté des mémoires, ouvert des espaces de réflexion, tissé du lien là où parfois il se défait. En choisissant une œuvre de la littérature africaine pour un public rennais, ils ont aussi affirmé quelque chose : que la diaspora n'est pas en périphérie de la culture, mais au cœur de ce qu'elle peut devenir.

Car au fond, ce n'est pas juste l'os de Mor Lam.

C'est notre part de mauvaise foi, notre peur de manquer, notre besoin d'exister en s'opposant à l'autre. C'est notre incapacité parfois à dire : « prends, je partage avec toi. »

Et c'est aussi notre capacité, justement, à en rire, à en parler, à en faire du théâtre, pour ne pas en faire la guerre. Ce que Wattoosita a offert à Rennes ce soir-là, c'est plus qu'un spectacle.

C'est une leçon douce et puissante sur ce que signifie être humain, ensemble. Et ce don-là, lui, était entier. Sans morceaux.

Malick Sakho

Le petit-fils de Laba Sosse sacré

Un million de francs Cfa, deux résidences artistiques entre le Sénégal et la France et des tournées, c'est ce qui attend Riich Bii. Le petit-fils de Laba Sosseh a remporté la première édition du concours musical ImpactTalent.

Un million de francs Cfa, deux résidences artistiques entre le Sénégal et la France et des tournées, c'est ce qui attend Riich Bii. Le petit-fils de Laba Sosseh a remporté la première édition du concours musical ImpactTalent. Il va sortir un Ep dans deux semaines et les fans pourront le voir le 21 juin sur la scène de l'Institut français de Dakar. Avoir 25 ans n'est pas une excuse pour ne pas connaître les classiques de la musique. Pouvoir les moderniser relève du talent. Il fallait être à l'Institut français de Dakar, samedi passé, pour s'en rendre compte. La relève de la musique sénégalaise s'y était donné rendez-vous pour dé-terminer l'ImpactTalent 2025. Pour sa première édition, ce concours offre au vainqueur la somme d'un million Cfa, une résidence artistique en France et au Sénégal, et une tournée dans les plus grands festivals de musique. L'attractivité du concours étant assurée par les récompenses, les artistes ont rivalisé d'ardeur. Il y avait du tout. Et ce n'est pas un abus de langage ! Du Oumar Pène revisité à la sauce Afro, du Drill version mbalax, sans oublier les balades en reggae, les jeunes ont prouvé que le Sénégal regorge de talents qui ne demandent qu'à être écoutés. Et c'est Riich Bii qui a remporté le concours, parmi tant de finalistes talentueux. «On

les a notés sur l'originalité, la mise en scène, la communication avec le public, le flow, la justesse sur les notes musicales, la manière dont ils gèrent leurs prestations scéniques. Les enjeux étant plus grands lors des éliminatoires, les critères ont été étoffés. Ça n'a pas été facile pour le jury car les artistes sont venus avec leur monde. Il fallait qu'il y ait un gagnant malheureux - ment», a détaillé la présidente du jury, Moonaya. Ainsi, Riichi Bii va être programmé le 21 juin, lors de la Fête de la musique, à l'Institut français de Dakar. Il va faire une prestation au Festi'graff, à Dakar en jeux, au mois de novembre, et aux Jeux Olympiques de la Jeunesse, en plus d'avoir empoché un million F Cfa et de deux résidences d'artistes.

Riich Bii, petit-fils de Laba Sosseh

Heureux vainqueur d'ImpactTalent organisé par l'Institut mondial des professionnels des arts, de la culture et des technologies (Impact), Richard Sosseh a surpris son monde. Comme il est de coutume, les descendants d'artistes surfent sur le nom de leurs devanciers pour se faire un nom. Ce qui n'est pas le cas de Riich Bii. Son talent en bandoulière, il a convaincu de par son aptitude à tenir son public. Il ne lui a fallu que 3 morceaux pour mettre l'Institut français de Dakar dans sa poche. Du rap à l'Afro musique, il a montré les aptitudes d'un grand monsieur de la musique. «Je suis vraiment content car ce prix est la sanction d'un travail collectif fait sur plusieurs années. Tout le monde connaît l'opportunité que le concours Impact peut offrir

à un jeune, mais le plus impressionnant, c'est la chance de pouvoir jouer sur la scène de l'Institut français de Dakar qui est fantastique. J'avais à cœur de me montrer sur le plan technique», a-t-il confié au journal Le Quotidien juste après son sacre.

Pour lui, être le petit-fils de Laba Sosseh n'est pas un handicap. «D'ailleurs, c'est mon staff qui communique sur ça. C'est une fierté d'être son petit-fils, mais je dois aussi faire mon chemin tout en ne reniant pas son héritage. Il est quand même le premier disque d'or africain de l'histoire de la musique.» Fort de cette approche, Riich Bii a commencé ses premiers pas dans le rap. Loin de s'enfermer dans ce genre musical, il y voit une opportunité de s'affirmer en tant qu'artiste et de fédérer son public. «J'ai sacrifié mes études pour la musique. Ce n'était pas une question de niveau. Ma passion pour la musique l'a emporté sur les études. C'était en 2019. Et depuis cette date, je vis de ma passion. J'ai failli faire carrière dans le football, mais j'ai préféré la musique», a-t-il détaillé. Mainte-



nant, il a un Ep sur toutes les plateformes de distribution de musique. Dans deux semaines, il va sortir un autre produit. «J'ai à cœur de montrer au public que je travaille. Ce concours n'est qu'une suite logique», a-t-il dit. Riich Bii travaille avec la structure Urban Management.

Malick GAYE(Seneplus)

Pr. Souleymane Bachir Diagne, lauréat du grand prix hervé deluen



Le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne a été distingué par l'Académie française qui lui a décerné le prestigieux Grand Prix Hervé Deluen, récompensant son apport majeur au rayonnement de la langue et de la pensée françaises à l'échelle mondiale.

L'annonce a été faite par les éditions Albin Michel, fières de voir quatre de leurs auteurs couronnés lors de cette édition 2025 des Prix de l'Académie. Mais c'est bien le nom de Souleymane Bachir Diagne qui a particulièrement retenu l'attention, tant au Sénégal qu'au sein de la communauté intellectuelle internationale.

Une reconnaissance d'une œuvre tournée vers le dialogue des cultures Le Grand Prix Hervé Deluen, attribué chaque année à une personnalité étrangère ou une institution œuvrant pour la promotion de la langue française, consacre une carrière intellectuelle exceptionnelle. Professeur, essayiste et penseur reconnu, Diagne s'est imposé

comme une voix essentielle du dialogue interculturel, apportant un éclairage unique sur la philosophie africaine et sa place dans le monde contemporain.

Son style clair, sa pensée exigeante mais accessible, et son engagement en faveur d'une éthique du dialogue ont contribué à faire entendre une parole africaine libre, lucide et profondément humaniste dans l'espace francophone et au-delà.

Une fierté pour le Sénégal et l'Afrique intellectuelle

Ce prix symbolise non seulement la reconnaissance d'un homme, mais aussi celle d'un pays et d'un continent. En saluant l'œuvre de Souleymane Bachir Diagne, l'Académie française met à l'honneur le Sénégal, souvent considéré comme l'un des bastions de la pensée humaniste africaine, et plus largement la vitalité des intelligences africaines dans le débat mondial. Souleymane Bachir Diagne, lauréat du Grand Prix Hervé Deluen Parmi les autres lauréats de cette année figurent Frère François Cassingena-Trévedy (Grand Prix Moron), Thierry Thomas (Prix Roland de Jouvenel) et Ruben Barrouk (Prix Mottart).

Avec cette nouvelle distinction, Souleymane Bachir Diagne rejoint le cercle restreint des grands artisans de la pensée francophone. Son œuvre contribue non seulement à enrichir le patrimoine intellectuel mondial, mais aussi à démontrer, s'il en était encore besoin, que la langue française peut être un espace de dialogue, de pensée critique et de rencontre des cultures.

Journée "YAWMOUL MOURCHID" à Brescia Un hommage fort et sincère à Serigne Moustapha SY



Ce samedi 28 juin 2025, le Teatro Clerici de Brescia a accueilli une journée mémorable dédiée au guide religieux des Moustarchidines wal Moustarchidates, Serigne Moustapha SY. Organisée dans un esprit de ferveur et d'unité, la cérémonie a rassemblé une foule venue de toute l'Europe - France, Belgique, Espagne, Allemagne, Suisse et Italie - soulignant l'ancrage profond

du mouvement Moustarchidine dans la diaspora.

La présence du Consul général du Sénégal à Milan, M. Djibril Fofana, et du député Amadou Woury Diallo, a renforcé la dimension officielle et citoyenne de l'événement. L'animation spirituelle, assurée par Ya Seyda Sokhna Binetou Thiam, a touché les cœurs, plongeant l'assistance dans une atmosphère de recueillement intense. L'association des Sénégalais de Bergamo (ASSOSB), fortement représentée, a salué l'importance de cette initiative. Mais le moment le plus marquant reste la diffusion du discours de Serigne Moustapha SY : un appel à la paix, à la responsabilité et à l'unité de la Oumma, accueilli avec émotion et respect.

Le "YAWMOUL MOURCHID" de Brescia restera comme un moment fort de cohésion, de spiritualité et d'engagement communautaire. Une réussite saluée par tous.

Moussa Cissé, envoyé spécial

NEXTEN SUMMIT 2025

Dakar, carrefour de l'avenir numérique africain

Du 3 au 5 décembre 2025, Dakar sera le théâtre d'un rendez-vous majeur pour le continent africain : le NEXTEN Summit. Loin d'un simple colloque de spécialistes, cette rencontre se veut un carrefour d'idées, de compétences et d'initiatives concrètes pour penser et bâtir l'Afrique numérique de demain.

Dans un contexte où le continent oscille entre promesses et défis, le NEXTEN Summit choisit de regarder résolument vers l'avenir. L'Afrique, souvent décrite à travers le prisme de ses fragilités, chômage des jeunes, infrastructures précaires, inégalités persistantes, est aussi un vivier d'énergies, de créativité, de talents et d'intelligences. C'est ce potentiel que le sommet entend mettre en lumière, structurer et propulser.

Le choix des thématiques, intelligence artificielle, blockchain, finance décentralisée, innovation, ne relève pas du

hasard. Ces technologies façonnent déjà l'économie mondiale et redessinent les contours du pouvoir, de la gouvernance et des modèles de développement. En les plaçant au cœur des discussions, le NEXTEN Summit affirme une ambition claire : faire de l'Afrique un acteur à part entière, capable de maîtriser ces outils et de les adapter à ses réalités.

Durant trois jours, les participants se retrouveront autour de trois grandes thématiques :

- L'intelligence artificielle au service de la gouvernance et du développement ;
- La blockchain et la finance décentralisée comme leviers d'inclusion économique ;
- L'innovation et l'investissement comme moteurs de transformation.

Le programme s'annonce riche : keynotes, panels d'experts, masterclasses, sessions interactives, pitches de startups... Autant de formats pensés pour

encourager le dialogue, le partage d'expériences et surtout l'action.

Car ce qui distingue le NEXTEN Summit, c'est sa volonté de produire du concret. L'événement ne se limite pas à de belles paroles. Il ambitionne de lancer des initiatives structurantes, comme NexCF, un catalyseur de financement pour les projets innovants, ou NexLab, un laboratoire dédié à l'expérimentation et au prototypage de solutions numériques.

Autre point fort : le souci de connecter les écosystèmes. Il s'agit de mettre en réseau les startups africaines et les investisseurs internationaux, mais aussi de favoriser les collaborations entre porteurs de projets du continent et grandes entreprises du secteur technologique à l'échelle mondiale. Dans un monde où l'innovation est globale, ces ponts sont essentiels.

La diaspora africaine ne sera pas en reste. Une table ronde spécifique lui sera consacrée, en reconnaissance de

son rôle moteur. Car beaucoup, depuis l'étranger, s'engagent pour le développement de l'Afrique, en investissant, en formant, en transmettant. Leur implication est un atout que le sommet entend valoriser pleinement.

Plus qu'un sommet, le NEXTEN est une plateforme d'accélération. Il ne prétend pas détenir toutes les réponses, mais il assume sa vocation : rassembler, catalyser, impulser. Dans un moment où l'Afrique doit définir ses propres trajectoires numériques, cette rencontre à Dakar s'annonce comme un temps fort, une respiration stratégique et collective.

Le NEXTEN Summit 2025 n'est pas un événement de plus dans l'agenda continental. C'est un appel adressé à une génération, celle des bâtisseurs d'un avenir numérique africain maîtrisé, inclusif et audacieux.

Rendez-vous à Dakar. Le futur s'y dessine.

Malick Sakho

SÉNÉFESTI 2025 À CENON

Quand l'union transcende la pluie



Par un week-end de juillet trempé par la pluie, mais réchauffé par les cœurs, la 6e édition de SénéFesti, organisée par l'Union des Travailleurs Sénégalais en France (UTSF), a une nouvelle fois prouvé que quand la culture appelle tout est possible.

Le Rocher de Palmer, à Cenon, a vibré les 5 et 6 juillet au rythme des traditions africaines et de la fraternité universelle. Loin d'être une simple manifestation folklorique, SénéFesti s'est imposé comme un temps fort de l'expression culturelle, sociale et intergénérationnelle de la diaspora sénégalaise en France.

Dimanche, la pluie s'est invitée, insistante. Mais aucun parapluie, aucun nuage n'a eu raison de la ferveur populaire. Le public est resté, nombreux, debout, attentif. Les enfants riaient. Les anciens observaient. Les artistes,

eux, jouaient avec une intensité déculpée.

“La pluie n'arrête pas le tambour”, dit-on. Et c'est exactement ce qu'on a vu. Ce proverbe, devenu cri de ralliement ce jour-là, a trouvé un écho vibrant dans chaque prestation.

Le Kankourang, cette figure mystique ancrée dans la tradition mandingue, est apparu dans le silence respectueux du public. Entre frissons sacrés et émerveillement enfantin, sa marche sous la pluie restera comme un moment suspendu, presque irréel. À ses côtés, le Simb Gaïndé, faux lion facétieux et rugissant, a réveillé chez beaucoup des souvenirs d'enfance aux allures de carnaval sénégalais.

Mais SénéFesti, c'est aussi la diversité des peuples et des héritages sénégalais. La danse mystique des Diolas, la grâce des Manjaques, la noblesse tranquille des Peuls, les frappes cadencées du

sabar et du tama, ont fait vibrer l'esplanade. Et puis, il y a eu ces instants où la rumba congolaise ou les sonorités reggae ont suspendu le temps. Des moments de pure émotion, partagés dans un silence habité.

Cette année encore, l'UTSF a fait de SénéFesti un pont entre les peuples. Le Royaume du Maroc, pays invité d'honneur, a offert au public un éventail saisissant de ses expressions artistiques. La Consule du Royaume, présente sur place, n'a pas manqué de saluer cette belle complicité culturelle.

Les enfants turcs du groupe Les Roses de Posof ont, eux aussi, apporté une fraîcheur et une énergie lumineuses. La Turquie était en fête. Le Maroc aussi. Et l'Afrique, dans toute sa pluralité, a brillé de mille feux. C'est cela, la signature de l'UTSF : faire de la différence une richesse, du vivre-ensemble un principe actif.

À travers les mots scandés de jeunes rappeurs et slameurs, on a entendu la colère, l'espoir, la lucidité. Des textes forts, sans fard, portés par des voix qui ne se contentent pas de divertir, mais qui questionnent, éveillent, dénoncent parfois.

Ces jeunes artistes parlent d'exil, de racines, de dignité. Et derrière eux, il y avait les aînés. Ceux qui veillent. Ceux qui ont bâti, dans la sueur et souvent dans l'ombre, les fondations de cette Union des Travailleurs Sénégalais en France.

Un hommage appuyé a été rendu à feu Malick Sène, figure respectée et regrettée, ainsi qu'à tous les anciens présidents de l'UTSF. Car cet événement, dans sa réussite, s'inscrit dans une continuité, celle d'une construction patiente, collective, portée par la mé-

moire.

Ce succès, aucun discours ne pourra pleinement le résumer. Mais il convient de saluer les femmes et les hommes sans qui rien n'aurait été possible.

Les bénévoles, d'abord, ces artisans silencieux du bien commun. Les partenaires institutionnels, ensuite : la mairie de Cenon et son maire Jean-François Egron, le Consulat général du Sénégal à Bordeaux, la Consule du Maroc, le représentant du député Alain David, et tant d'autres.

Merci également à Rose Ferreira, responsable de la commission culture, pour sa coordination précise et inspirée. Et à Dame GADJI, président de l'UTSF, dont l'engagement, discret mais tenace, a été le fil rouge de cette édition.

Mention spéciale au photographe Pape Fall, dont l'œil aiguisé a su capter l'essence du moment : regards, rires, couleurs... une mémoire précieuse pour les années à venir.

SénéFesti 2025 se referme, mais une nouvelle page s'ouvre. Une nouvelle équipe prendra le relais, avec le même amour du collectif, la même envie de transmission, la même fidélité aux idéaux de l'UTSF.

Rendez-vous est donné pour SénéFesti 2026. La relève est prête, pleine d'énergie et d'idées. Et comme toujours, la fête sera plus qu'une fête : une célébration de ce que nous sommes, d'où nous venons et de ce que nous voulons transmettre.

À Cenon, l'Afrique a dansé. La France a écouté. Et l'union, plus que jamais, a montré qu'elle fait la force.

Malick Sakho



Guissona célèbre la jeunesse et l'avenir de la diaspora sénégalaise



Les 26 et 27 juillet prochains, la ville de Guissona, en Catalogne, accueillera les Journées Culturelles de la Communauté Sénégalaise, placées sous le thème : « Place, rôle et attentes de la diaspora sénégalaise dans le référentiel Sénégal 2050 ».

Deux jours de réflexions, de débats et de célébration autour d'une diaspora qui entend participer pleinement à la

construction de l'avenir du Sénégal.

Temps fort de l'événement : la 4e édition de Sen-Excellencia, une cérémonie d'hommage aux élèves sénégalais brillants de la ville. Organisée par l'Union de la Communauté Sénégalaise des Comarques Segarra i Urgell, cette initiative met en lumière des parcours scolaires exemplaires, saluant l'effort, la résilience et l'ambition de

jeunes souvent confrontés à de multiples défis. Au-delà de la fête, ces Journées sont aussi un forum citoyen : on y parlera éducation, investissement, souveraineté alimentaire, logement... autant de sujets qui concernent la diaspora et son rôle stratégique dans le futur du pays.

Guissona vibrera donc aux sons du sabar, aux récits des anciens, et à l'énergie d'une jeunesse qu'on choisit, ici, de valoriser. Car honorer l'excellence, c'est croire en l'avenir, ensemble.

Malick Sakho

Audiovisuel : Les acteurs formés à la maîtrise de leurs droits

Plus de 70 comédiens et comédiennes ont participé à un atelier de formation organisé par le Collectif des acteurs et actrices de l'audiovisuel et du cinéma sénégalais (Caasac), en partenariat avec la Sodav. Cette session a porté sur le droit d'auteur et les droits voisins, la rémunération pour copie privée, ainsi que sur la lecture et la compréhension des contrats de travail dans le secteur audiovisuel.

Selon Joséphine Mboup, présidente du Caasac, l'objectif est de professionnaliser les acteurs en les dotant des outils nécessaires pour mieux défendre leurs intérêts dans un environnement souvent marqué par l'informalité.

Le directeur général de la Sodav, Aly Bathily, a insisté sur la complexité des contrats audiovisuels, qui mêlent droit du travail, droit d'auteur et droit à l'image. La rémunération pour copie privée, encore peu connue du grand public, permettrait aux artistes-interprètes de toucher des revenus chaque fois que leurs œuvres sont copiées ou diffusées. Les responsables du Caasac, qui appellent à renforcer ce type de formation pour assurer une meilleure reconnaissance professionnelle des acteurs du secteur.

4ème édition du Forum Économique à Bergame La diaspora sénégalaise en action



La ville de Bergame a accueilli la quatrième édition du Forum Économique de Bergame (FÉB), une initiative portée par l'association Tringa, bien connue pour son engagement en faveur du développement local et de la coopération entre la diaspora africaine et les territoires d'origine.

Bergame, située en Lombardie, abrite l'une des plus importantes communautés sénégalaises d'Italie, structurée autour de l'Association des Sénégalais de Bergamo, l'une des plus actives du pays. Pour ce rendez-vous, la mobilisation a été forte : dahiras, associations, jeunes et anciens ont répondu présents en nombre.

L'événement a été marqué par la présence de Madame Maimouna Dieye, ministre sénégalaise de la Famille et des Solidarités, marraine du forum. Elle a salué la dynamique de la dias-

pora et son rôle central dans le développement du Sénégal.

Étaient également présents, M. Djibril Fofana, consul général du Sénégal à Milan, M. Landing Mbissane Seck dit Kilifeu, PCA du Grand Théâtre National Doudou Ndiaye Coumba Rose, des représentants de la SICAP et du FONGIP, venus exposer les mécanismes de soutien aux projets économiques de la diaspora.

Mme Thiam, promotrice de l'événement, s'est dite satisfaite de la réussite de cette édition : « La forte mobilisation montre que notre diaspora veut jouer pleinement son rôle. »

Le FÉB poursuit son objectif : créer un espace d'échanges et d'opportunités entre la diaspora et les institutions, dans une logique de développement solidaire, durable et concret.

Malick Sakho

1ère Édition de l'Abidjan Business Forum à Paris Cap sur les opportunités ivoiriennes



Le 13 septembre 2025, la Fondation Biermans-Lapôte à Paris accueillera la première édition de l'Abidjan Business Forum – Paris, une initiative inédite pour promouvoir les opportunités économiques du District d'Abidjan auprès des investisseurs et décideurs européens.

Organisé par le Conseil de l'Intelligence Économique et Best Intelligence, en partenariat avec l'Ambassade de Côte d'Ivoire en France, ce forum se veut un pont stratégique entre Abidjan et Paris. Il réunira environ 300 participants : entrepreneurs, investisseurs, institutions, diplomates, et membres de la diaspora ivoirienne.

À travers conférences, panels, pitches de projets et réseautage, le forum mettra en lumière les secteurs porteurs d'Abidjan : agro-industrie, santé, numérique, énergie, immobilier, tourisme. Il s'agira aussi de décrypter les avantages du code d'investissement ivoirien et de favoriser la levée de fonds pour des projets structurants.

L'initiative incarne la volonté de faire d'Abidjan une destination économique incontournable, tout en valorisant le rôle de la diaspora comme vecteur de développement.

Contact : contact@abidjanbusinessforum.com

Europe : les immigrés indésirables

Depuis les attentats de New York en Septembre 2001, la droite et l'extrême droite européennes pointent du doigt le phénomène migratoire en particulier la migration clandestine comme l'unique et la seule responsable de l'insécurité sociale et économique des européens. Certes, nul ne peut dire le contraire car les immigrés sont présents dans tous les réseaux de criminalité en Europe. Les immigrés sont de plus en plus présents dans les prisons et sont incriminés dans tous les attentats et actes de terrorisme en Europe. Il est difficile voire impossible en France de donner des statistiques sur la criminalité des immigrés car selon les termes de l'article 6 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés " il est interdit de traiter des données à caractères personnels qui relèvent la prétendue origine raciale ou l'origine ethnique, les opinions politiques ou les convictions religieuses " Dans les manifestations sociales urbaines comme la fête de la victoire du P.S.G. en coupe européenne, l'implication des immigrés de seconde génération dans les casses et destructions est évidente. Dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, beaucoup de pusher et de trafiquants surtout dans les banlieues françaises sont d'origine immigrée et concernent de plus en plus les clandestins.

Dans les grands pays d'immigration comme l'Allemagne et l'Italie, les immigrés particulièrement les clandestins sont impliqués dans tous les types de déviance sociale.

Une tolérance Zéro

En Allemagne, les statistiques montrent une augmentation des étrangers réguliers comme clandestins parmi les suspects des crimes, agressions, vols et surtout trafic de stupéfiants. Selon Pierre Avril du Figaro du 10 Avril 2024 : " en 2023, la police allemande a recensé 923.000 délinquants présumés d'origine étrangère soit 41% de l'ensemble des suspects appréhendés. Selon Nancy Faeser ministre de l'intérieur social-démocrate allemand, en 2023, 5,9 millions de délits ont été enregistrés soit une hausse de 5,5%. En conséquence elle a décidé : " nous devons en parler clairement sans timidité, ni ressentiment en agissant par une tolérance Zéro ". Selon Natalie Versesaux du journal " l'Echo " du 8 avril 2024 ce même ministre de l'intérieur avait déclaré " la réponse de l'Etat allemand doit être une tolérance Zéro, des poursuites conséquentes, des conséquences pénales claires, des expulsions plus rapides des délinquants étrangers " Même son de cloche en Italie ; selon Francesca Fotolo dans son livre " quando l'immigrazione uccide (quand l'immigration tue) Edition Alforte Rome 2024: " les auteurs étrangers des violences sexuelles représentaient 59% du total dans la tranche d'âge comprise entre 14 et 34 ans. Par ailleurs, en

2023, 26% des meurtres de femmes impliquent un immigré. Sur les 165 meurtres de femmes dont l'auteur est connu, 43 ont été commis par des immigrés. Au 15 janvier 2024, 254 étrangers étaient détenus dans les 17 établissements pénitentiaires pour mineurs soit 51,2% du total. En Italie un phénomène de violences urbaines commence à inquiéter les populations ; ce sont les " maranza ". L'origine du mot reste confuse, mais selon certains observateurs, c'est une contraction entre mar de marocains et zanza qui signifie en dialecte milanais petit voleur. Lors de la fête du 2 juin 2022 en souvenir au référendum du 2 juin 1946 de la naissance de la république italienne, plus de 2000 jeunes maranza se sont rassemblés à Peschiera del Garda une ville entre Milan et Brescia pour fêter à leur manière le 2 juin. Ce rassemblement que les maranza ont intitulé " l'Afrique à Peschiera del Garda " s'est terminé par des cris, musique forte, agressions, vols, bagarres, vandalisme, ivresse menaçant fortement la quiétude des populations de la ville.

Une réalité sociale

Actuellement l'Europe a choisi de faire face à un même constat : la délinquance des immigrés est devenue une réalité sociale qu'il faut éradiquer. La surreprésentation des immigrés dans la criminalité est en train de booster la droite et l'extrême droite dans le champ politique européen. Un exemple l'A.F.D (alternative pour l'Allemagne) est arrivé en deuxième position pour les législatives du 23 février avec presque 20% des suffrages soit le double il y a 4 ans. En Italie " Fratelli d'Italia parti d'extrême droite du premier ministre Giorgia Meloni toujours en tête pour les sondages allié de Salvini chef du parti politique " la Lega " ont le vent en poupe devant la gauche italienne lourdement battue lors du référendum du 9 juin. En France, Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur, est en train de damer le pion à tous les politiciens français car est en train d'améliorer la sécurité urbaine et de satisfaire le peuple français par une politique de main de fer contre les immigrés qui sont contrôlés sur tout le territoire français.

Partout en Europe la droite et l'extrême droite prennent l'exemple de Trump dans sa guerre contre le phénomène migratoire par un contrôle strict suivi d'arrestations et d'expulsion des sans-papiers et des immigrés dans le banditisme et la criminalité. Les 27 pays membres de l'union européenne entendent durcir la politique d'expulsion des clandestins. Les ministres européens de l'intérieur réunis à Varsovie le 30 janvier ont montré leur ferme volonté de durcir la politique migratoire européenne. Après l'adoption du pacte sur la migration et l'asile en Mai 2024, les 27 pays membres entendent mettre sur pied une législation plus stricte sur les

expulsions des clandestins. Pour le secrétaire d'Etat suédois chargé des immigrés, la politique de Trump est à suivre pour gérer les clandestins. Trump utilise davantage la stratégie du bâton et de la carotte. Le suédois pense que l'Europe a intérêt à utiliser la stratégie de la carotte mais parfois celle du bâton pour s'imposer devant les clandestins. Actuellement la chasse aux clandestins est en cours partout en Europe, particulièrement en France.

Une synergie citoyenne

Chers immigrés sénégalais en Europe, abandonnons notre populisme en politique source de nos divisions qui nous mènent à la dispersion sociale inefficace pour une synergie citoyenne pour une bonne cohabitation sociale avec les citoyens de nos pays d'accueil. Ce travail de sociabilité entre nous immigrés et les européens qui nous accueillent chez eux doit être basé sur la médiation sociale pour diffuser une po-

litique de régulation sociale et de prévention de nos déviances sociales. Les associations, les dahiras (associations musulmanes), les acteurs des syndicats, les étudiants, les professionnels des média et les professionnels de l'immigration sénégalais en Italie doivent engager une médiation sociale entre sénégalais et européens par cette méthodologie :

- Soutenir une communication pour vulgariser une culture de tolérance et de compréhension sociales mutuelles.
- Développer et consolider l'intégration sociale pour prévenir et combattre les contradictions entre qui arrive et qui accueille.
- Encourager une grande proximité entre les institutions du pays d'accueil et les sénégalais pour une garantie démocratique de la liberté, des droits et des devoirs des sénégalais dans nos pays d'accueil.

Magatte Simal C.A.D.E.E.S. Italie



FORUM DES TERRITOIRES DU SÉNÉGAL DE LA BELGIQUE ET DU LUXEMBOURG

www.forumdesterritoires.com

DU 1^{ER} AU 05 OCTOBRE 2025
Cérémonie Officielle (Parlement Bruxellois)
Lieu: DoubleTree by Hilton Brussels City

Contacts
+221776488005 / +221781849038 / +221785809701
+447438951049 / +32470736374

forumdesterritoires2024@gmail.com

En partenariat avec DIASPORA



TICAD
BUSINESS EXPO
& CONFERENCE



AGENCES - DIRECTIONS

APIX S.A.

L'Agence Nationale chargée de la Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux au Sénégal

Adresse : 52 - 54 Rue Mohamed V
BP 430 CP 18524

Dakar, RP Sénégal

+221 33 849 05 55

infos@apix.sn

BAOS

Bureau Dakar

Adresse : Sacré cœur 2, Rue 39, Villa 9077

Tél. : +221 76 956 50 58

Email : baos.dakar@diplomatie.gouv.sn

Bureau Diourbel

Adresse : Quartier Escale en face ex CEM de Diourbel, BP 569

Tél. : +221 77 506 96 09

Email :

baos.diourbel@diplomatie.gouv.sn

Bureau Kolda

Adresse : ARD Kolda, Qu. Saré Moussa Barrage Route de l'école primaire Moussa Camara ex ISM, BP 12

Tél. : +221 77 506 96 09

Email : baos.kolda@diplomatie.gouv.sn

Bureau Kaffrine

Adresse : ARD Kaffrine, Diamaguene, Villa 378

Tél. : +221 77 998 00 00

Email : baos.kaffrine@diplomatie.gouv.sn

Bureau AIBD

Tél. : +221 77 317 38 05

Email : baos.aibd@diplomatie.gouv.sn

Bureau St Louis

Adresse : ARD St Louis, 83 Route de Khor ex l'Hôtel Hollyday

Tél. : +221 78 445 05 74

Email : baos.stlouis@diplomatie.gouv.sn

Bureau Thies

Adresse : Av. Felix Houphouet Boigny, BP 702

Tél. : +221 77 438 41 68

Email : baos.thies@diplomatie.gouv.sn

Bureau Kaolack

Adresse : ARD Kaolack, HLM Bongré-

Salin, Villa 379

Tél. : +221 77 350 22 22

Email : baos.kaolack@diplomatie.gouv.sn

Bureau Fatick

Adresse : Qu. Escale-ARD Fatick en face Pharmacie Rassoul, BP 28

Tél. : +221 76 945 76 70

Email : baos.fatick@diplomatie.gouv.sn

Bureau Louga

Adresse : ARD Louga, Cité Bagdad-HLM Djily Mbaye Grand Louga

Tél. : +221 77 878 62 54

Bureau Matam

Adresse : ARD Matam, Qu. Gourel Scrigne, BP 75

Tél. : +221 78 464 90 90

Email : baos.matam@diplomatie.gouv.sn

Bureau Tambacounda

Adresse : Quartier Saré Guilel-Liberté, BP 444

Tél. : +221 76 147 19 65

Email : baos.tamba@diplomatie.gouv.sn

Bureau Ziguinchor

Adresse : HLM Néma - Kansahoudy, Rue KH-04, Villa N°14

Tél. : +221 77 769 77 47

Email :

baos.ziguinchor@diplomatie.gouv.sn

Bureau Sédhiou

Adresse : Santassou 2 Ex Douane

Tél. : +221 77 216 04 39

Email : baos.sedhiou@diplomatie.gouv.sn

Bureau Kédougou

Adresse : Quartier Gomba près de l'Hôtel BEDIK

Tél. : +221 77 310 30 82

Email :

baos.kedougou@diplomatie.gouv.sn

Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur (DGSE)

Adresse : Immeuble Fahd, 15ème et 16ème étage

Tél. : (221) 33 889 96 30

Email : infos@dgse.gouv.sn

Délégation générale à l'Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes

Adresse : Point E, Immeuble Djaraf, Dakar

Tél. (+221) 33 859 25 06

Email. assistance@der.sn

AMBASSADES

ABIDJAN

Fixe : 00225 22 47 43 24

ABU DHABI

Fixe : 00971 24 47 57 90

ACCRA

Fixe : 00233 21 76 30 61

ADDIS-ABEBA

Fixe : 00251 116 67 65 01

ALGER

Fixe : 00213 23 23 07 63

ANKARA

Fixe : 0090 31 24 47 05 02

BAMAKO

Fixe : 00223 20 22 13 51

BANJUL

Fixe : 00220 449 65 23

BEIJING

Fixe : 0086 10 84 70 88 96

BERLIN

Fixe : 0049 30 89 72 59 23

BISSAU

Fixe : 00245 72 04 261

BRASILIA

Fixe : 00556 13 32 10 038

BRAZZAVILLE

Fixe : 00242 044 72 02 99

BRUXELLES

Fixe : 0032 237 51 7 69

CONAKRY

Fixe : 00224 633 58 3 99

CAIRE

Fixe : 00202 225 82 8 10

DOHA

Fixe : 0097 444 83 38 67

GENEVE REPSEN

Fixe : 0041 223 44 19 18

KIGALI

Fixe : 00250 25 25 07 9 00

KOWEÏT-CITY

Fixe : 0096 525 33 20 70

KUALA LUMPUR

Fixe : 0060 34 25 65 3 60

LA HAYE

Fixe : 0031 613 92 79 11

LIBREVILLE

Fixe : 00241 017 31 0 04

LISBONNE

Fixe : 0035 121 60 99 2 92

LOME

Fixe : 00228 22 26 23 21

LONDRES

Fixe : 0044 20 84 51 91 00

MADRID

Fixe : 0034 91 65 09 3 23

MOSCOU

Fixe : 0074 95 98 15 9 12

NAÏROBI

Fixe : 00254 20 52 44 6 66

NATIONS UNIES / NEW YORK

Fixe : 001 21 25 35 19 27

NOUAKCHOTT

Fixe : 00222 45 25 72 30

OTTAWA

Fixe : 001 61 3746 28 58

PARIS

Fixe : 00 33 14 55 38 7 34

UNESCO/PARIS

Fixe : 00 33 95 30 87 5 44

PRAIA

Fixe : 00 238 26 22 8 18

PRETORIA

Fixe : 00 271 24 60 35 66

RABAT

Fixe : 00 212 53 77 54 9 25

RIYADH

Fixe : 00 96 61 14 88 60 05

ROME - SAINT-SIEGE

Fixe : 00 39 06 32 29 22 41

ROME QUIRINAL

Fixe : 00 39 06 32 95 2 45

SEOUL

Fixe : 00 82 27 47 55 54

TEHERAN

Fixe : 00 98 21 26 14 82 75

TOKYO

Fixe : 00 81 33 72 58 6 90

TUNIS

Fixe : 00 216 71 84 81 85

VARSOVIE

Fixe : 00 48 22 55 19 5 61

WASHINGTON

Fixe : 00 1 20 22 34 05 41

YAOUNDE

Fixe : 00 237 22 22 02 6 54

CONSULATS

ABIDJAN

Fixe : 00 225 22 43 29 73

BORDEAUX

Fixe : 00 33 55 60 27 5 99

CASABLANCA

Fixe : 00 212 52 25 25 6 72

DJEDDAH

Fixe : 00 96 62 28 41 0 06

GUANGZHOU

Fixe : 00 86 20 38 89 53 30

LUSAKA

Fixe : 00 260 21 12 91 0 47

LYON

Fixe : 00 33 47 87 42 2 46

MADRID

Fixe : 00 34 91 30 04 5 25

MARSEILLE

Fixe : 33 49 15 12 6 67

MILAN

Fixe : 00 39 02 43 67 82

NAPLES

Fixe : 00 39 08 12 40 30 30

NEW YORK

Fixe : 00 1 97N32 28 26 18

PARIS

Fixe : 00 33 14 76 30 5 99

POINTE-NOIRE

Fixe : 00 242 06 48 00 0 20

CBAO
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

Sénégalais de l'extérieur,
CBAO vous accompagne partout avec ...

BITTIM REEW AVANTAGES

- UNE CARTE INTERNATIONALE VISA
- ACCÈS À VOTRE COMPTE 24/7 AVEC CBAO MOBILE
- VIREMENTS DIGITAUX GRATUITS
- ASSURANCES COMPRIS
- SERVICE CLIENT DISPONIBLE 24/7
- DIVERS AUTRES AVANTAGES

www.cbaobank.com infocbao@cbao.sn

Adresse: Rue Docteur Thèze, immeuble la Rotonde · Boîte postale : BP 23621
Téléphone : 33 889 65 00 / 33 849 05 55
33 849 05 80 · Fax : 33 823 70 85.

Aéroport, Int. Blaise Diagne, Diass
Téléphone : +221 33 939 69 00
E-mail : contact@aibd.sn

AIBD
Bâtir le futur

« Nous sommes la relève » : des demandeurs d'asile lancent leur ferme en maraîchage à Rennes



De gauche à droite, Eddy Valère, Justine, David, Bena et Kassiri, sur la parcelle qu'ils cultivent près de Rennes. © Nolwenn Weiler

Pour se sentir utile et recouvrer un peu d'autonomie, un groupe de demandeur·ses d'asile de Rennes a décidé de cultiver la terre sur une parcelle prêtée par un agriculteur. Les récoltes sont en partie données aux Restos du cœur. Reportage.

Se ménager une place dans une société qui leur interdit de travailler, sortir des tracasseries du quotidien, se sentir utile, nourrir les plus vulnérables : voici, résumé en quelques mots, le projet agricole d'Eddy Valère, Justine, Kassiri, David, Bena et une dizaine d'autres personnes en demande d'asile, âgées de 18 à 46 ans et vivant à Rennes.

En cette fin juin caniculaire, iels vont et viennent sur la parcelle d'un hectare que leur prête un agriculteur installé au nord de la ville. Justine et Bena terminent d'arroser les plants de poireaux tout juste mis en terre, Kassiri aménage des tuteurs pour les tomates tandis que David travaille le sol.

Poireaux, courgettes, piments, pastèques

La journée, entamée tôt ce matin, a été bien remplie : « En plus des poireaux, on a planté des courgettes, des piments, des poivrons et des pastèques », annonce Eddy Valère tandis qu'il remet en place les filets qui protègent les choux des attaques de mouches. Il désigne ensuite un carré de salades « à point » qui seront cueillies dans quelques jours pour être données aux Restos du cœur.

L'un des objectifs de ce projet agricole collectif est de venir en aide aux plus vulnérables – personnes à la rue, sans papiers, précarisées... – en leur proposant des produits alimentaires de qualité. Pour le moment, la production est en partie donnée aux Restos du cœur, en partie auto-consommée.

Assis·es le temps d'une courte pause près des citernes d'eau qui leur permettent d'irriguer leurs cultures, les participant·es expliquent leur démarche. « S'intégrer en France, ce n'est pas facile, commence Eddy Valère. Sans titre

de séjour, nous n'avons pas accès au monde du travail. Errer en ville, ce n'est pas une bonne idée. Quand on reste sans rien faire, on a de mauvaises pensées. »

Arrivé·es en Europe au terme de voyages périlleux et épuisants, au cours desquels leurs compagnons d'infortune ont parfois perdu la vie, Eddy Valère, Justine, Kassiri, David et Bena se sont rencontrés dans les centres de distribution alimentaire, dans les parcs où iels doivent dormir depuis de longs mois, ou à l'entrée des bâtiments publics qu'iels ont parfois squattés avant d'en être délogé·es par la police.

« Nous vivons beaucoup de stress, décrit David. Dormir en tente, c'est compliqué et fatigant. Et passer des journées à ne rien faire en ville, c'est difficile. On a peur de plonger, donc on essaie de rester actifs. » Plusieurs d'entre iels émargent parmi les bénévoles de la Croix rouge et participent à des maraudes pédestres.

Solidarités agricoles

« Notre idée de ferme collective vient de notre désœuvrement, continue Eddy Valère. Nous n'avons pas le droit de travailler car nous n'avons pas de papiers mais nous voulons nous rendre utiles. Nous avons d'abord proposé à la mairie de l'aider à avoir une ville plus propre mais nous n'avons pas eu de réponse. Nous avons alors eu cette idée de production agricole. » Plusieurs des personnes actives dans le projet viennent de familles d'agriculteur·rices et ont donc des compétences en polyculture-élevage, mais aussi en maraîchage. Très déterminé·es, les membres du collectif ont réussi à trouver cette petite parcelle de terre d'un hectare mise à disposition avec un accès à l'eau.

Justine arrose les poireaux qui viennent d'être plantés. Le propriétaire des lieux leur a donné accès au puits de la ferme. © Nolwenn Weiler

Averti du projet au détour d'une manifestation « antifa » rennaise, Grégory – éleveur – est venu avec son tracteur « pour labourer et passer un coup de

herse pour que le collectif puisse semer derrière ». Il a aussi amené une tonne à eau, des tuyaux et quelques paires de bottes, et se tient informé des besoins des maraîcher·es migrant·es via le collectif Campagnes ouvertes et solidaires.

Ce collectif rural fait partie des mille et une initiatives qui ont fleuri en France il y a un an, suite aux inquiétants résultats de l'extrême droite aux élections européennes et à la perspective des législatives consécutives à la dissolution. « Nous, habitant·es, ami·es, citoyen·nes, paysan·nes, travailleurs de toutes catégories, parents, de 3 à 90 ans convergeons vers une chose : que les campagnes restent des lieux ouverts et solidaires », énonçait le petit texte écrit dans l'inquiétude de voir le Rassemblement national diriger un gouvernement.

« Le monde rural est un lieu de développement de l'extrême droite, explique Maxime. Ce sont donc pour nous des territoires de lutte importants. » Après les élections de l'année dernière, son collectif s'est donné rendez-vous chaque lundi dans des communes différentes pour un moment de convivialité autour d'un barbecue partagé. L'objectif : « Faire exister dans les campagnes un autre discours que celui du repli et de la haine, résume Maxime. L'un de nos moyens, c'est de développer des actions de solidarité très concrètes. Par exemple en aidant ce collectif autonome de migrant·es. »

Grâce aux réseaux ruraux et agricoles, les brouettes, binettes, fourches, pelles, couteaux et autres matériels inusités ont été sortis des hangars et greniers. « Nous avons aussi reçu du fumier et des plants », se réjouissent les néo-maraîcher·es, qui projettent d'installer une serre dès qu'iels en trouveront une. « Nous aimerions aussi avoir plus de filets pour protéger nos cultures et des petits pulvérisateurs à dos », expliquent-ils. Et pourquoi pas, si possible, un tracteur... Une cagnotte a été mise en place pour réunir les fonds nécessaires.

Se former et tenir bon

« On est en quête de savoir », ajoute David qui, lui, ne vient pas du tout du milieu agricole. « On pourrait faire des formations à deux par exemple et partager ensuite ce qu'on a appris avec le groupe », proposent Eddy et Kassiri, précisant que leur projet se fera « sans chimie, car cela donne trop de cancers ». Selon Maxime, « en termes d'auto-organisation collective, le résultat est déjà impressionnant ». En moins de six mois, et avec des difficultés multiples, un sol et un climat méconnus voire un métier totalement nouveau, les membres du collectif ont bâti un demi-hectare de jardin où s'alignent des séries de cultures en bonne santé.

« Ce n'est pas facile, mais nous sommes sur la voie de la réussite. Et nous sommes courageux », résume Eddy Valère. Peu après le lancement de leur projet, iels ont dû changer de parcelle, car la première jouxtait d'un peu trop près les terres d'un voisin « qui ne voulait pas croiser de gens de couleur », rapporte Eddy Valère. Mais toustes ont décidé de tenir bon et de continuer à parcourir deux fois par jour les 45 minutes de marche qui séparent la parcelle de leur arrêt de bus, lui-même situé à 30 minutes de Rennes. Loin de l'agitation de la ville, la parcelle est devenue pour le groupe un endroit essentiel.

Une femme bêche le sol

Béna, infirmière de profession, ne peut pas exercer son métier en France faute de papiers. ©Nolwenn Weiler

« J'avais besoin de quelque chose de concret, c'est ça qui m'amène ici, dit David. Après les journées de travail ici, tu dors. » Or, trouver le sommeil est une petite victoire pour ces apprenti·es agriculteur·rices soumis·es à un état de stress permanent : logé·es en tente, dans la promiscuité, depuis des mois, en attente de régularisation. « Le premier jour, on a planté des tomates et des poivrons. Je me retrouvais comme au pays », dit Béna, infirmière de profession, qui ne peut pas exercer son métier en France faute de papiers. Elle est habituée depuis toute petite à plonger les mains dans la terre.

Ni elle ni aucun·e de ces maraîcher·es n'imaginait se retrouver ainsi, avec des bottes aux pieds.

De l'autre côté de la Méditerranée, les métiers de la terre sont tout autant dévalorisés qu'ici. À tel point que, pour le moment, ce projet agricole est tenu secret de leurs familles. « Nous ne voulons pas faire de peine à nos proches qui rêvent d'autre chose pour nous », résume Eddy Valère. Puis, réalisant que près de la moitié des agriculteur·rices français·es vont partir à la retraite d'ici quelques années, iels déclarent : « Eh bien voilà, nous sommes la relève. »

Par Nolwenn Weiler

Basketball : Astou Gaye autorisée à jouer pour le Sénégal



La Fédération sénégalaise de Basketball (FSBB) a annoncé que l'international Astou Gaye a reçu l'autorisation de la FIBA de représenter le Sénégal dans

les compétitions officielles. Cependant, cette validation s'accompagne d'une restriction majeure : Astou Gaye sera considérée comme une joueuse "naturalisée", limitant ainsi sa participation à un seul joueur de cette catégorie par équipe nationale, conformément aux règles de la FIBA.

Cette décision, bien que saluée comme un pas en avant pour l'équipe féminine sénégalaise, soulève également des inquiétudes au sein de la fédération. En effet, les règles de la FIBA stipulent qu'un seul joueur naturalisé peut figurer sur une feuille de match, ce qui pourrait potentiellement compliquer les choix tactiques des entraîneurs sénégalais, surtout si d'autres joueurs dans une situation similaire étaient considérés. À la lumière de cette restriction, le FSBB a déjà confirmé qu'il ne reculait pas. La fédération a officielle-

ment déposé un recours devant la Chambre d'appel de la FIBA. L'objectif est clair : obtenir la levée de cette restriction et permettre à Astou Gaye d'être pleinement éligible, sans aucune limitation, tout comme tous les autres joueurs formés au Sénégal ou dont l'éligibilité a été reconnue sans contrainte.

« Nous sommes heureux qu'Astou puisse enfin porter les couleurs nationales, c'est une excellente nouvelle pour le basketball sénégalais. Cependant, la restriction concernant son statut naturalisé est un point que nous souhaitons voir rectifié », a déclaré un représentant du FSBB, souhaitant rester anonyme pour le moment. « Nous

espérons que notre appel sera fructueux, comme ce fut le cas pour Lena Timera, dont la situation a finalement été résolue positivement. »

Astou Gaye, dont l'arrivée dans l'équipe des Lionnes était très attendue, représente un atout indéniable pour l'équipe nationale. Son expérience et son talent pourraient apporter une dimension supplémentaire à l'équipe lors des prochains événements internationaux. Le résultat de l'appel du FSBB sera donc crucial pour la composition finale de l'équipe et les ambitions du Sénégal sur la scène africaine et mondiale du basketball féminin.

Source : lesoleil.sn

FRANCE/Jeux Intervillages Diolas à Paris Suelle réussit la première édition placée sous le signe de l'unité



La communauté Diola de Paris s'est donnée rendez-vous ce samedi 28 juin pour une première : les Jeux Intervillages Diolas, initiés par le village de Suelle. Une journée festive, sportive et fraternelle qui s'est déroulée dans la ville de Saint-Thibault-des-Vignes, en Seine-et-Marne (77).

Sous un soleil généreux et dans une ambiance chaleureuse marquée par les barbecues, la musique et les retrouvailles, plusieurs villages ont répondu présents à l'appel lancé par les fils et filles de Suelle. L'objectif : recréer une dynamique communautaire forte, à l'image de celle des années 90, en réunissant les jeunes Diolas autour du sport et de la convivialité.

Des valeurs partagées : unité, transmission, développement

Au-delà de la compétition, ces jeux visent à encourager la fraternité entre les jeunes issus des différentes localités Diolas, favoriser les échanges, les rencontres et tisser des liens utiles pour de futurs projets collectifs. Le sport devient ici un prétexte à l'interconnexion et à la mobilisation communautaire.

Diégoune bien représenté

Le village de Diégoune n'a pas manqué à l'appel. Sa délégation, composée de jeunes dynamiques et accompagnée par deux figures vétéraines – Tonton Nkrumah Sané et Tonton Sidaty Diémé – a marqué sa présence sur les terrains :

Défaite contre Kagnarou (0-1)

Victoire face à Bagaya (2-0)

Demi-finale en cours contre Balingor (0-0 à la mi-temps)

Les organisateurs ont promis de faire de cette rencontre un rendez-vous annuel, pour renforcer davantage la cohésion entre les villages et maintenir vivantes les valeurs culturelles Diolas en terre étrangère.

Un événement prometteur, salué par tous les participants, qui démontre une fois de plus que l'unité reste la plus grande richesse des peuples.

Nando Sané, France -Paris / DIEGOUNE INFOS TV

Basket - Fadilou Seck s'engage avec Dinamo Sassari en Serie A italienne

Le pivot sénégalais Fadilou Seck évoluera en Italie la saison prochaine. Le joueur de 24 ans (2,08 m) s'est engagé avec la Dinamo Banco di Sardegna Sassari, club de première division italienne (Serie A), pour la saison 2025-2026. L'annonce a été officialisée par la formation sarde.

Après une saison convaincante à Pau-Lacq-Orthez en Pro B française, le natif du Sénégal va découvrir un nouveau championnat sous les ordres du coach Piero Bucchi, actuel entraîneur de Sassari. Le club, basé en Sardaigne, mise sur le potentiel athlétique et défensif du jeune pivot pour renforcer son secteur intérieur.

Passé par les centres de formation au Sénégal avant de rejoindre l'Europe, Fadilou Seck a évolué en Espagne puis en France, où il a progressivement gagné en maturité. Son arrivée en Italie s'inscrit dans un projet de continuité, avec une première année de contrat assortie d'une option de prolongation. Le début de saison est attendu entre fin septembre et début octobre, période à laquelle le pivot sénégalais pourrait effectuer ses premiers pas sous ses nouvelles couleurs.



Afrobasket masculin 2025 : Le Sénégal dévoile sa liste de présélection

Dans le cadre de la préparation de l'Afrobasket masculin 2025, prévu du 12 au 24 août en Angola, le sélectionneur national Ngagne Desagana Diop a publié, ce vendredi 4 juillet 2025, une liste de 15 joueurs présélectionnés. Parmi eux, on remarque la



présence du pivot Tacko Fall, dont la convocation était attendue depuis plusieurs jours, ainsi que deux jeunes espoirs U15.

Le technicien sénégalais a conservé la majorité de l'ossature de son groupe, avec notamment le capitaine Youssou Ndoeye, Brancou Badio, Jean Jacques Boissy — MVP de la dernière Basketball Africa League (BAL) — et Pape Moustapha Diop. La grande nouveauté de cette sélection : l'inclusion de Tacko Fall, qui participera au stage de préparation.

Autre élément notable, deux jeunes internationaux U18, Max Ndiaye et Kara Sène, ont également été appelés. Les Lions débiteront leur préparation par un match amical face à la France le 28 juillet, avant de prendre part à un tournoi international à Trente, en Italie, du 29 juillet au 5 août.

Source : lesoleil.sn

Sénégal 2050

AGENDA NATIONAL DE TRANSFORMATION



**26 et 27
juillet 2025
à Guissona
(Barcelone)**

Organitza:

**Unió de la Comunitat Senegalesa
de la Segarra-Urgell**

XXV ÈDITION DES JOURNÉES DE LA TERANGA

Thème: Place, Rôles et Attentes de la diaspora
dans le référentiel *Sénégal 2050*

Patrocinador



Jub - Jubai - Jubibanti



Téléphone contacte: 0034 600 320 424 - 635 32 38 38 e-mail: ucsensu@hotmail.com

EN PARTENARIAT AVEC DIASPORA ACTU TV